

OBLIGATIONS DES NOTAIRES

VIS - A - VIS

DE L'ENREGISTREMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 décembre 1907, à 1 heure

PAR

LOUIS BARBARIN

Président : WEISS, professeur

Suffraganis } MM. BARTIN, professeur
WAHL, agrégé

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIRREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

OBLIGATIONS DES NOTAIRES

VIS - A - VIS

DE L'ENREGISTREMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 décembre 1907, à 1 heure

PAR

LOUIS BARBARIN

Président : WEISS, professeur

Suffragants) *MM. BARTIN, professeur*
) *WAHL, agrégé*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES OBLIGATIONS DES NOTAIRES

VIS-A-VIS DE L'ENREGISTREMENT

INTRODUCTION

Les obligations des notaires vis-à-vis de l'enregistrement constituent un des aspects les plus importants de leurs fonctions. La connaissance des lois sur l'enregistrement est essentielle pour toutes les personnes qui exercent la profession notariale. Les actes notariés sont, en effet, assujettis à l'enregistrement par la loi du 22 frimaire, an VII. La nécessité, pour les notaires, de faire enregistrer leurs actes constitue une obligation légale, dont l'accomplissement est souvent délicat, car les notaires ne sont pas seulement des officiers ministériels, soumis à des devoirs étroits envers le fisc ; ils ont, de plus, la mission de défendre les intérêts de leurs clients, et il n'est pas toujours facile de tenir compte de ces deux intérêts divergents, si l'on est soucieux de rester dans la légalité.

Très fréquemment, en effet, l'application de l'impôt de l'enregistrement aux actes notariés a pour conséquence de modifier ou de fausser la portée des conventions ; les parties, sur les conseils du notaire, sont amenées à commettre, dans la rédaction des actes, en vue d'éviter un impôt trop lourd, des réticences ou des dissimulations dont les suites peuvent influencer sur les relations personnelles des contractants et altérer les effets plus ou moins lointains des actes juridiques. Les notaires doivent donc porter leur attention, non seulement sur le montant des droits à verser au Trésor, mais encore sur les dangers auxquels ils exposeraient leurs clients, s'ils les incitaient à la légère à s'engager dans la voie de la fraude. Il vaut assurément mieux subir une taxe, si lourde soit-elle, que de laisser se glisser dans les actes des irrégularités qui seront la source de lésions d'intérêts et de contestations futures.

En définitive, il ne s'agit pas seulement pour les notaires de connaître les principes, de savoir exactement quelles sont les règles fiscales qui doivent être appliquées à telle ou telle convention. L'étude de la science fiscale ne leur est profitable que s'ils sont à même d'appliquer exactement les notions d'enregistrement qu'ils ont acquises aux actes et aux conventions pour lesquelles ils prêtent leur ministère. Or, rien n'est plus déconcertant, même pour un homme parfaitement au courant des lois fiscales, quand il est en présence d'un acte compliqué,

que de déterminer quels sont les droits qui doivent être perçus ; quel est, entre plusieurs droits qui sembleraient au premier abord exigibles, celui qui, en définitive, doit être réclamé. Un notaire qui, en préparant un acte, est incapable de voir à l'avance et du premier coup quelles seront les conséquences fiscales de cet acte, se trouve dans un état d'infériorité professionnelle manifeste ; et même les praticiens rompus à leur fonction doivent, quand ils introduisent dans un acte une convention spéciale, rechercher si cette clause exceptionnelle ne va pas donner immédiatement ouverture à un droit particulier et modifier du même coup la perception de l'impôt que le fisc pourra réclamer sur l'acte.

Le notaire ne saurait donc se désintéresser de ce que deviendra l'acte chez le receveur de l'enregistrement. Il ne lui est pas permis d'ignorer que la convention arrêtée par les parties donnera ou non ouverture à des droits considérables, suivant qu'elle sera présentée sous telle forme ou sous telle autre forme. Il rentre dans sa mission, mission qui est toute de surveillance et de protection des intérêts de ses clients, de ne les obliger à payer au fisc que ce qui est légalement et loyalement dû. Sans doute, il ne serait pas digne de la profession notariale de chercher, par des moyens détournés, en faussant la vérité des conventions, à échapper à des perceptions légitimes. Les dettes envers l'État, on l'a répété bien souvent, sont créées au même titre que les dettes envers les particu-

liers, car l'ensemble des services sociaux dépend de leur acquittement fidèle. D'un autre côté, les impôts étant indispensables, leur chiffre est arrêté d'avance, et le total de ceux qui figurent au budget comme articles de recette doit toujours rentrer dans les caisses du Trésor ; par conséquent, ce que l'un évitera par des combinaisons peu recommandables, retombera à la charge de l'autre ; et, de là, une grave injustice provenant de ce que la fraude commise par les uns atteint le patrimoine des autres.

Mais, s'il est absolument immoral de frauder le Trésor, il est, au contraire du droit et du devoir du notaire de ne pas exposer, par des maladroites de rédaction, les intérêts dont il a pris la charge, à des perceptions inutiles. S'il est mal de ne pas payer ce qu'on doit, il est, au contraire, très légitime de ne payer que ce que l'on doit. Donc, il n'y a rien de plus licite, lorsque diverses manières de réaliser une convention sont légalement possibles, que de choisir entre elles la moins onéreuse, c'est-à-dire celle, même indirecte, qui donnera lieu à la perception du plus faible droit (1). Dans cet ordre d'idées, il vient d'être décidé qu'une convention qui a pour objet principal un règlement d'intérêts entre les parties ne peut être nulle par cela seul qu'elle aurait pour conséquence, même volontaire, de préjudicier au fisc, en rendant incomplète

(1) Cf. Homo, *Rev. du Notariat*, mars 1874, n° 4546 ; Seine 21 mai 1886, S. 87. 2. 223.

la perception des droits d'enregistrement. Cette convention, si elle a une cause licite, doit produire ses effets entre les parties (1).

Comment l'impôt de l'enregistrement se légitime-t-il, appliqué aux actes notariés? On dit souvent que l'élévation des tarifs se justifie par les services que l'impôt procure aux contribuables, et qu'il représente, à ce titre, la plus populaire et la plus équitable des taxes. Mais ces raisons, dont la portée est d'ailleurs contestable, n'ont aucune valeur en ce qui concerne les taxes exigibles sur les actes notariés. Sans doute, sous l'ancienne législation, la présentation au contrôle constituait un des caractères de validité à défaut desquels les actes ne pouvaient conférer aucun droit d'hypothèque ni de propriété. Mais la législation actuelle est bien moins rigoureuse que celle de l'ancien régime. Aujourd'hui, les actes notariés sont susceptibles de conférer hypothèque, et ont force exécutoire, lorsque l'expédition en a été délivrée sous forme de grosse, (Loi du 25 ventôse, an XI, art. 19, et C. de Proc. civ. art. 545 et 547). Ce n'est donc pas à ce point de vue que l'enregistrement peut être considéré comme un auxiliaire utile pour le notariat.

D'autre part, l'enregistrement ne produit pas non plus, comme pour les actes sous seings privés, en vertu de l'article 1328, l'effet de donner date certaine aux contrats.

(1) Cass. Req., 10 avril 1900. D. 02. 1. 12.

On sait que, d'après l'article 1317, Code Civil, et la loi du 25 ventôse an XI, article 1, les actes notariés, jouissant du caractère d'authenticité attaché aux actes de l'autorité publique, ont date certaine à l'égard des tiers.

A la rigueur, on peut dire que la formalité empêche, dans une certaine mesure, des altérations ou des postdates ; mais elle n'évite pas les antidates, car l'enregistrement n'équivaut pas, comme force probante, à l'acte authentique ; le danger de l'antidate ne serait écarté que si l'absence d'enregistrement emportait la nullité. De plus, il est douteux que, dans les hypothèses (aujourd'hui les plus fréquentes) où la signature du notaire en second ou des témoins n'est pas exigée au moment même de la rédaction de l'acte, l'enregistrement mette obstacle à toute irrégularité à cet égard, par suite de l'obligation d'opposer les dites signatures avant la formalité, sous peine de nullité. En effet, il est fort contestable que les signatures qui manquent ne puissent plus être données après l'enregistrement ; le receveur n'est chargé, en définitive, que de relever les irrégularités concomitantes à la rédaction de l'acte : or, un acte n'est pas irrégulier, dès qu'il y a possibilité légale de compléter, après la rédaction, les lacunes tolérées par le législateur (cf. cependant *contra* Orléans, 26 janvier 1895, S. 96. 21.)

En résumé, l'utilité de l'enregistrement, pour les personnes qui confient à un notaire le soin de rédiger leurs conventions, est des plus minimes, et il n'y a pas d'autre

raison de la perception de l'impôt sur les actes notariés que la quotité considérable des ressources qui sont, de ce chef, procurées à l'État chaque année.

Il existe, d'ailleurs, une raison bien simple de la règle en vertu de laquelle les actes authentiques sont, à la différence des actes sous seings privés non translatifs, soumis à l'enregistrement, et, de plus, dans un délai déterminé : c'est que la Régie possède les moyens de connaître les premiers et n'est armée d'aucun procédé efficace pour connaître les seconds.

On a remarqué avec raison que cette différence de traitement fiscal entre les actes notariés et les actes sous seings privés entraînaient à la fois un inconvénient et une injustice : un inconvénient, d'abord ; les citoyens ont intérêt, en effet, à rédiger eux-mêmes leurs conventions et à se passer de l'intervention d'un officier public, en vue d'économiser les honoraires prélevés par ce dernier ; et telle est bien la tendance de la pratique contemporaine des affaires. A la campagne, une infinité d'actes, surtout les actes de vente, échappent à la rédaction notariée. Des praticiens, plus ou moins inexpérimentés, souvent l'instituteur de la localité, se prêtent à la constatation des conventions, et les parties s'imaginent la plupart du temps qu'un pareil acte a la valeur d'un contrat authentique. En ville, et notamment dans les grands centres, il est plus habituel encore que les particuliers s'adressent à un agent d'affaires, surtout pour la rédaction des cessions des fonds de commerce.

Cette branche d'industrie a acquis même à Paris, une telle importance, que les intermédiaires se spécialisent de plus en plus et ne se chargent de sessions de fonds que pour telle branche de commerce ; il y a des agences de vente de fonds de boulangerie, d'épicerie, etc.. On rencontre, sans doute, parmi ces agents d'affaires, des praticiens expérimentés ; mais, à côté d'eux, combien de personnes ignorantes du droit, dont le concours, plutôt néfaste, a causé d'amères déceptions aux particuliers qui avaient recouru à leur entremise ! Sans parler des abus d'influence, bien des obscurités et des erreurs de droit auraient été évitées par l'emploi d'un notaire. Malesherbes disait déjà, en 1775 : « Un impôt établi sous le spécieux prétexte d'augmenter l'authenticité des actes et de prévenir les procès, force souvent vos sujets à renoncer aux actes publics, et les entraîne dans des procès qui sont la ruine de leurs familles. » En outre, l'injustice résulte de la nécessité, pour les actes notariés, d'acquitter l'impôt de l'enregistrement, alors que les conventions rédigées dans la forme sous seings privés ne sont astreintes au paiement du droit que si elles se rapportent à une mutation de jouissance ou de propriété d'immeubles (1).

Pour étudier les obligations imposées aux notaires, au regard de l'enregistrement, nous adopterons la division suivante :

(1) Wahl, *Traité de droit fiscal*, 1902, t. I, n° 34.

CHAPITRE PREMIER. — *Obligation des notaires de faire enregistrer leurs actes dans les bureaux déterminés.*

CHAPITRE II. — *Délais pour l'enregistrement des actes notariés.*

CHAPITRE III. — *Peines pour retard ou défaut d'enregistrement.*

CHAPITRE IV. — *Du paiement des droits.*

CHAPITRE V. — *Obligations des notaires relativement aux actes passés en conséquence d'un autre acte.*

CHAPITRE VI. — *Obligation, pour les notaires, de tenir un répertoire.*

CHAPITRE VII. — *Du droit de communication exercé chez les notaires par les agents de l'enregistrement.*

CHAPITRE VIII. — *Obligation des notaires, en matière de timbre.*

CHAPITRE PREMIER

OBLIGATION POUR LES NOTAIRES DE FAIRE ENREGISTRER LEURS ACTES DANS DES BUREAUX DÉTERMINÉS

On entend par enregistrement un impôt perçu au profit du Trésor, à raison de formalités volontairement requises par les intéressés, ou rendues obligatoires par un texte de loi. C'est avec ce second caractère, celui d'un impôt obligatoire, que l'enregistrement se présente au regard des actes notariés. D'une manière générale, on entend par bureau d'enregistrement les lieux où les droits d'enregistrement, de timbre et de greffe (pour les droits de cette nature qui subsistent encore), ainsi que les amendes dont le recouvrement est confié à l'Administration, sont perçus.

Il existe des bureaux dans tous les chefs-lieux d'arrondissement, dans la plupart des chefs-lieux de canton, avec cette observation que, dans certains cantons, le bureau est établi dans la commune la plus peuplée ou la plus centrale. Dans les petites localités, le bureau est unique et compétent pour recevoir toutes les déclarations ou toutes les formalités. Dans les centres plus importants, le service est ordinairement réparti entre trois

bureaux : le bureau des actes civils, qui concerne précisément les notaires ; le bureau des déclarations de succession ; enfin le bureau des actes judiciaires, des actes sous seings privés, et du timbre. Chaque bureau est dirigé par un receveur, assisté d'un ou plusieurs commis et de surnuméraires.

Les bureaux sont ouverts au public, tous les jours, à l'exception des dimanches et des jours fériés, de 8 heures du matin à 4 heures du soir, et les heures d'ouverture doivent être indiquées par affiche à l'extérieur du bureau. (Loi du 27 mai 1791, titre 2, art. 11 ; du 17 thermidor, an VI, art. 2 ; du 18 germinal, an X, art. 57). Des difficultés s'étant élevées pour l'application de ces lois, une décision du Ministre des finances, du 9 mars 1838, (Inst. 1586), porte que les bureaux doivent être ouverts au public pendant une seule séance, de 8 heures du matin à 4 heures de l'après midi, et qu'aucune formalité ne peut être donnée par le receveur après l'heure fixée par la clôture. En conséquence, un acte apporté après 4 heures, ou bien présenté un jour férié, ne peut être enregistré que le lendemain.

En outre les receveurs étaient autrefois chargés d'assurer sous leur responsabilité, la débite du timbre, par des personnes de leur famille ou à leurs gages, le matin une

(1) Cass., 28 février 1838. S. 38. 1. 341 ; 20 mai 1873. S. 73. 1. 280.

heure avant l'ouverture, et le soir, deux heures après la clôture. Cette distribution était obligatoire, même les dimanches et les jours fériés jusqu'à deux heures de l'après-midi. Mais les receveurs ont été dispensés de cette obligation par les instructions 2720, § 60, et 2925, § 5. De sorte qu'aujourd'hui les contribuables ne peuvent plus s'approvisionner de timbre au bureau de l'enregistrement que pendant les heures légales des séances.

En dehors des dimanches et des jours fériés, les receveurs sont tenus d'être présents à leur bureau ; et, même lorsque leur absence est motivée par une obligation professionnelle, telle que la nécessité d'effectuer un versement, (à la fin du mois, et toutes les fois que l'encaisse dépasse 8.000 francs dans un bureau de canton ; tous les 5 jours quelle que soit l'encaisse, dans un bureau d'arrondissement), ils doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer le service. (1) En cas d'absence illégale du receveur, cette irrégularité ne pourrait être constatée par témoins ; un acte extra judiciaire est nécessaire, (Béthune, 5 mars 1844, J. E. 13508).

Les notaires n'ont pas la latitude de faire enregistrer leurs actes dans un bureau quelconque ; ils ne peuvent les faire enregistrer qu'aux bureaux dans l'arrondissement desquels ils résident. (Loi 22 frimaire, an VII, art. 26). Il s'agit, bien entendu, de la résidence légale, et non de la

(1) Cf. Garnier, *Rép. Gén. de l'Enr.*, v^o Bureau d'E., n^o 6.

résidence de fait du notaire, si celle-ci est distincte de la première. (1) Dans les villes importantes où il existe plusieurs bureaux, les notaires doivent, quel que soit le quartier où est situé leur étude, faire enregistrer leurs actes au bureau qui leur est assigné. D'après une Instruction du 28 février 1839, l'enregistrement des actes notariés, comme celui des actes sous seings privés, s'opère par une simple analyse, (Inst. n° 2501, § 6).

En 1874, un auteur, dans le but de simplifier le travail des receveurs, proposa de substituer à ce mode d'enregistrement des actes notariés ou sous seings privés, le dépôt d'un des doubles de l'acte au bureau. (2) L'utilité de la réforme était discutable. En admettant que les receveurs eussent été dispensés de l'analyse des contrats sur leurs registres, ils n'en auraient pas moins été obligés de se livrer à un examen attentif des actes, pour asseoir la perception des droits.

D'autre part, le notariat se montra hostile à une réforme qui aurait eu pour conséquence d'accroître son travail et sa responsabilité (3). La réforme projetée en 1874 n'a abouti que pour les déclarations de succession, depuis la loi du 25 février 1901.

(1) Dél. du 23 frimaire, an XI, J. E., 1331 *Dict. du Not.* T. I, n° 582.

(2) Garnier, *Rép. pér. de l'E.*, n° 3804.

(3) Cf. Amiaud, *Rev. du Not.*, juin 1874, n° 4644 ; Lancel, *Rev. du Not.*, 1874, n° 4615 et 4709.

Par application de la loi du 22 frimaire, an VII (art. 56), les notaires ont le droit d'exiger l'enregistrement immédiat des actes présentés par eux à la formalité, à la condition de consigner les droits réclamés par le receveur, et pourvu qu'ils aient indiqué tous les renseignements nécessaires pour établir la perception. Toutefois, d'après le même article 56, si un acte en brevet ou en exploit contient un renseignement dont la trace puisse être utile pour la découverte des droits dûs, le receveur a la faculté d'en tirer copie et de la faire certifier conforme à l'original par l'officier public qui l'a présenté. En cas de refus, il peut garder l'acte pendant 24 heures seulement, pour s'en procurer une collation en forme, à ses frais, sauf répétition, s'il y a lieu. Cette disposition est applicable également aux actes sous-seings privés présentés à l'enregistrement. L'acte qui est rédigé par le notaire, pour la délivrance de la copie collationnée, doit rappeler l'interpellation à la partie, faite dans le procès-verbal du receveur, et la sommation qui a suivi ce procès-verbal; il doit constater la comparution du receveur, la présence ou l'absence de la partie (1). Dans ce cas, le notaire qui délivre copie collationnée d'un acte non enregistré ne contrevient pas à l'article 42 de la loi de Frimaire (Inst. 367).

Une règle domine l'enregistrement des actes : la formalité est indivisible et unique; elle ne peut être donnée

(1) Cass., 13 août 1833. Inst., 1446, par. 2.

à telle ou telle partie d'un acte envisagé isolément ; celui-ci doit être dans son entier soumis au paiement des droits (1). En outre, il est interdit aux préposés de fournir par avance des renseignements officiels sur le montant des droits d'enregistrement dont un acte est passible, à moins que cet acte ne leur soit remis en vue de la formalité immédiate. C'est à ce moment seulement qu'ils peuvent s'expliquer sur la liquidation des droits auxquels l'acte dont il s'agit donne ouverture (2). L'officier public a d'ailleurs le droit d'attendre, dans le bureau, que l'acte soit enregistré, et d'assister à l'exécution de la formalité (3). Toutefois, il est évident qu'il ne faut rien exagérer, et si d'autres actes ont été déposés au bureau avant celui dont l'enregistrement est requis, ils ont, pour la formalité, la priorité sur ce dernier (4).

En cas d'absence du receveur, de refus ou de négligence par lui d'enregistrer l'acte, le refus ou la négligence doivent être constatés par acte extra judiciaire. A défaut de cette précaution, le notaire devrait lui-même le double droit ou l'amende, malgré les circonstances, si le délai venait à expirer avant l'enregistrement. Une fois l'acte remis au receveur, et le versement opéré à sa caisse des droits même inexactement liquidés par lui, l'acte ne saurait

(1) Cass., 19 nov. 1834. Inst., 1481, par 1.

(2) Sol., 30 juin 1899, R. E., 2289.

(3) Jonzac, 5 juin 1838, *Le Contrôleur*, n° 5316.

(4) Maguéro, *Tr. alph. des droits d'enr.*, v° Acte, n° 9.

lui être repris sous aucun prétexte, quoique non encore enregistré (1).

La formalité de l'enregistrement est donnée aux actes notariés sur les minutes ou brevets. Le receveur y exprime en toutes lettres la date de l'enregistrement, le folio du registre, le numéro et le montant des droits perçus. Lorsque l'acte renferme plusieurs dispositions donnant ouverture chacune à un droit particulier, le receveur les indique sommairement dans sa quittance et y énonce distinctement la quotité de chaque droit perçu, à peine d'une amende de 5 francs pour chaque omission (2). Le but de ces énonciations et indications est de mettre l'officier public et les parties à même d'apprécier l'exigibilité des différents droits que le receveur a jugé opportun de percevoir, (cf. Inst. 1393). Le receveur pourrait d'ailleurs être rendu responsable du préjudice que des irrégularités commises dans la mention auraient causé aux parties (3). Notamment pour les adjudications d'immeubles en détail, l'Administration a enjoint aux préposés d'énoncer distinctement, dans la relation de l'enregistrement, le droit perçu sur chaque lot adjudgé, au lieu d'indiquer seulement les droits des divers lots par une note marginale, et de n'exprimer dans la quittance que le total résultant de toutes les adjudications réunies. Avec ce dernier mode de

(1) Cass., 13 juin 1864, *Rép. gén. de l'E. de Garnier*, v^o Acte, n^o 39.

(2) Lois du 22 frim., an VII, art. 57, et du 16 juin 1824, art. 10.

(3) Cour de Bordeaux, 9 mai 1866. S. 66. 2. 309.

procédé, les notaires sont exposés à un double inconvénient : ils sont obligés de transcrire la quittance intégrale dans les extraits partiels du procès-verbal d'adjudication qu'ils délivrent aux différents acquéreurs individuellement, et de ne pas faire connaître à chaque acquéreur la portion de droits qui lui incombe, (Inst., 1393). D'après la même instruction, les quittances des receveurs doivent exprimer séparément le montant des décimes, et distinguer les droits simples des droits en sus.

Les expéditions ou extraits des actes notariés sont exempts d'enregistrement ; mais ils doivent contenir la transcription entière et littérale de la quittance des droits perçus sur la minute, à peine d'une amende de 5 francs (1). La quittance étant apposée sur l'acte, l'emploi d'un timbre n'est pas nécessaire ; toutefois, si le receveur ne trouvait pas sur l'acte la place nécessaire pour écrire la quittance, il aurait le droit d'y ajouter une feuille de papier timbré, sur laquelle il inscrirait la quittance et dont le prix lui serait remboursé par le notaire, pour les parties (2). Lorsqu'un acte notarié a été dressé en double minute, la mention est pure et simple sur l'une des minutes, et énonce sur l'autre qu'elle est inscrite par duplicata (Inst., 400, § 4).

Telles sont les règles principales concernant l'enregis-

(1) Loi du 22 frim., an VII, art. 7, 8 et 14, et du 16 juin 1824, art. 10.

(2) Cf. Sol. du 25 février 1832, J. E. 10291.

trement des actes notariés. Mais il existe certaines difficultés d'application sur lesquelles nous devons maintenant insister :

1° Il est possible, d'abord, qu'un acte notarié soit reçu par substitution d'un notaire à un autre. Dans ce cas, le notaire suppléé doit garder la minute et faire enregistrer, sous sa responsabilité, l'acte que son confrère a reçu pour lui, (Inst., 909).

2° Un notaire peut être commis par le tribunal pour recevoir les actes concernant les clients d'un de ses collègues, dont l'étude est vacante par suite de décès ou de destitution, à charge de remettre les minutes au nouveau titulaire. En pareille hypothèse, quel bureau sera compétent pour l'enregistrement des actes de l'étude vacante? On a longtemps décidé qu'ils devaient être enregistrés au bureau de la résidence du notaire décédé ou destitué (1). Mais l'Administration estime actuellement que ces actes peuvent être enregistrés au bureau de la propre résidence du notaire commis (2).

3° Un acte peut être dressé en double minute ; les actes dressés en double minute doivent être enregistrés, sur chacune des deux minutes, aux bureaux respectifs des notaires qui les ont reçus. Lorsqu'un acte est dressé en double minute, c'est le notaire chargé expressément par

(1) Sol. du 20 sept. 1831, J. E. 14444.

(2) Sol., 31 janv. 1889 ; *Rev. Prat. de l'Enr.* 2789.

les parties d'acquitter les droits, qui doit les payer au bureau de sa résidence. A défaut d'indication formulée à cet égard, les droits sont payés par le plus ancien des notaires, si les deux officiers publics sont domiciliés dans le ressort du même bureau, ou si la résidence de chacun d'eux est étrangère au bureau dans l'arrondissement duquel l'acte a été passé.

Mais, si l'un des deux notaires réside dans l'arrondissement du bureau où l'acte a été rédigé, c'est à lui qu'incombe l'obligation de payer les droits, et la seconde minute est enregistrée gratis au bureau dont dépend l'étude de l'autre notaire, avec indication, tant du bureau où les droits ont été acquittés que du notaire chargé de les verser (2).

Chaque notaire doit, du reste, faire enregistrer son acte au bureau de sa résidence; mais aucune amende ne serait due, si les deux minutes étaient enregistrées au même bureau, bien que l'un des deux notaires ait sa résidence dans le ressort d'un autre bureau, parce que le double enregistrement ne constitue qu'une mesure d'ordre. Dans le bureau où il n'y a pas lieu à perception, l'enregistrement est effectué pour mémoire, avec indication du lieu où les droits ont été payés et du notaire chargé de les acquitter. L'enregistrement pour mémoire ne donne lieu à aucun salaire de formalité.

(1) D. M. F., 12 déc. 1832, J. E. 10530, Inst. 1422, par. 11.

(2) D. M. F., 16 août 1808, Inst. 400, par. 14.

Quant aux actes reçus en double brevet, ils doivent également être enregistrés sur chaque double, en se conformant aux règles qui précèdent, moyennant un seul droit.

D'une manière générale, le principe est donc que les notaires doivent faire enregistrer leurs actes au bureau de leur résidence ; ce principe comporte toutefois trois exceptions :

1° Les notaires qui ont leur résidence au siège d'une Cour d'Appel peuvent faire enregistrer les inventaires dressés par eux hors de leur résidence aux bureaux des lieux où ils ont instrumenté, dans les 10 ou 15 jours de chaque vacation, suivant que la commune où ils ont instrumenté est ou non chef-lieu de bureau, à charge : *a*) de faire enregistrer au bureau de leur résidence, dans les 15 jours de sa date, la dernière séance clôturant l'inventaire ; *b*) et d'inscrire l'inventaire sur leur répertoire, avec mention des enregistrements et des bureaux où ils ont eu lieu, (Inst., 290, § 32).

2° Aux termes des articles 2 et 6 de la loi du 22 pluviôse, an VII, les procès-verbaux de ventes publiques de meubles ne peuvent être enregistrés qu'aux bureaux où les déclarations préalables à la vente ont été faites, c'est-à-dire aux bureaux dans l'arrondissement desquels les ventes ont eu lieu.

3° C'est au bureau de la situation des biens que doivent être acquittés par les parties, après insuffisance constatée

par expertise, les suppléments de droit dûs sur les contrats de vente d'immeubles passés devant notaire, que ce bureau soit ou non celui de la résidence du notaire qui a reçu le contrat (1).

Ajoutons que, en ce qui concerne les déclarations de succession préparées par les notaires, (lesquelles d'ailleurs, ne constituent pas des actes, au sens propre), ceux-ci doivent les faire enregistrer au bureau du domicile du défunt, quelle que soit la situation des valeurs mobilières ou immobilières à déclarer, (loi du 15 février 1901, art. 16). Cette dernière loi a modifié, sur ce point, la législation antérieure, qui ordonnait l'enregistrement des mutations de propriété ou d'usufruit par décès au bureau de la situation des biens, (loi du 22 frimaire an VII, art. 27).

Il reste à se demander quels sont les effets de l'enregistrement opéré dans un bureau incompétent. Il semblerait que la doctrine la plus simple consisterait à considérer l'enregistrement comme valable, à charge, par le receveur qui a reçu le paiement des droits, de restituer à son collègue compétent, par voie de virement ou autrement, les sommes qu'il n'aurait pas dû encaisser. Telle fut, en effet, la première opinion suivie par l'Administration (2). Mais telle n'est plus la pratique actuellement suivie : l'enregistrement effectué dans ces conditions est réputé non avenu ; d'où résultent deux conséquences : 1° le paiement fait à la

(1) Cir. 1941 ; *Dict. du Not.*, t. I, n° 619.

(2) Naquet, *Traité des droits d'Enr.*, n° 1186.

suite de l'enregistrement irrégulier n'est pas libératoire, et ne prévient pas l'application des peines établies par la loi pour défaut d'accomplissement de la formalité ; 2° les sommes versées au receveur incompétent doivent être restituées, comme ayant été irrégulièrement perçues (1).

(1) D. M. F., 23 sept. 1845. Inst. 1649, Cass. 2 déc. 1889, Sir. 91, 1. 86.

CHAPITRE II

DÉLAI POUR L'ENREGISTREMENT DES ACTES NOTARIÉS

Les lois fiscales ont établi des délais préfixes pour l'enregistrement de certains actes ou déclarations et l'accomplissement de certaines formalités. Ces délais sont de rigueur ; aucune autorité, ni la Régie ni ses préposés, ne peuvent suspendre le recouvrement des droits, sans en devenir personnellement responsables, (art. 59, loi 22 frimaire, an VII). Les actes notariés n'échappent pas à cette règle ; ils doivent être soumis à la formalité de l'enregistrement, sur la présentation des minutes ou brevets, dans le délai de 10 jours, lorsque le notaire rédacteur réside dans la commune où le bureau de l'enregistrement est établi ; ou dans le délai de 15 jours, lorsqu'il n'y réside pas, (loi du 22 frimaire, an VII, art. 20). Les expéditions ou extraits des actes notariés sont exempts d'enregistrement, (même loi, art. 8) ; mais ils doivent contenir la transcription littérale de la quittance des droits perçus sur la minute, (loi frimaire, art. 44). Toute fausse mention d'enregistrement, soit dans une minute, soit dans une expédition, peut être poursuivie par le ministère public,

sur le rapport de l'Administration de l'Enregistrement ; elle est passible des peines du faux, (loi frim. art. 46 ; Cod. Pén. art. 144 et s.).

Dans les délais, le jour de la date de l'acte n'est point compté ; et, si le dernier jour du délai se trouve être un dimanche ou un jour férié, ces jours-là ne sont pas comptés non plus ; (on sait que les jours fériés reconnus par la loi sont, outre le dimanche, le premier jour de l'an, l'Ascension, l'Assomption, la Toussaint, la Noël, le 14 juillet, les lundis de Pâques et de la Pentecôte) (loi du 22 frimaire, art. 25). Si le lendemain du dernier jour du délai est lui-même un jour férié, l'expiration du délai est reportée au surlendemain ; cette règle a été appliquée notamment à la présentation des répertoires au visa (1).

La règle relative à la durée des délais fixés pour l'enregistrement des actes notariés rencontre parfois des difficultés d'application, notamment dans les hypothèses suivantes.

Il peut arriver d'abord que le receveur se trouve en face d'un acte à plusieurs vacations. Alors, chaque séance ou vacation, dûment datée et signée, constitue un acte distinct et doit être enregistrée dans le délai qui lui est propre, compté à partir de chaque vacation, et non dans le délai courant à partir de la date de la dernière vaca-

(1) Sol. 2 sept. 1814, J. E. F., 4903 ; J. N. 1405.

tion (1). Toutefois, le notaire peut faire enregistrer en même temps les diverses vacations dont la date se trouve dans le délai légal (2).

Les notaires ont la faculté de dresser un acte à plusieurs dates pour constater les consentements successivement donnés par les contractants ; le délai d'enregistrement ne court, en pareil cas, que de la date à laquelle s'est formé le concours des volontés qui rend la convention parfaite. Si, dès la première date, cette condition est remplie, le délai court de cette première date (3) ; lorsqu'au contraire, la comparution des derniers signataires est la condition de l'engagement des premiers, l'acte ne devient parfait et le délai ne commence à courir qu'à compter de la dernière signature (4).

Mais il n'en serait plus ainsi si la seconde date avait été ajoutée pour étendre abusivement le délai d'enregistrement.

La mise en œuvre de ces règles ne saurait comporter aucune difficulté. D'abord, pour l'acte unilatéral, cet acte, étant parfait par le seul consentement de la partie qui

(1) D. M. E., 10 frimaire, an XIV, Inst. 296 ; *contra* ; Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement*, n^{os} 3749, 3750, et 3194.

(2) Cass., 11 sept. 1811, J. E. 4110, J. N. 703.

(3) Demante, *Principes de l'Enr.*, n^o 771.

(4) Cass. 20 juillet 1852, Inst. 1967, par. 1 ; 17 janvier 1860, Inst. 2174, par. 1.

s'oblige devient parfait dès la première date (1). Quand un acte renferme plusieurs dispositions indépendantes les unes des autres, chacune d'entre elles doit être considérée isolément, et, si l'une d'elles est parfaite à la première date, le délai d'enregistrement court à partir de cette date. Par exemple, au cas où une créance aurait été cédée à plusieurs personnes, chacune acquérant une fraction distincte de la créance, la cession serait parfaite à l'égard de chacune du jour où elle aurait signé (2). Fréquemment encore, la vente par deux époux d'un immeuble de communauté, ou même propre au mari, peut être consentie par le mari seul ; mais il est possible que l'acquéreur ait subordonné la validité de son consentement à la comparution de la femme qui doit renoncer à son hypothèque légale. L'acte ne devient alors parfait que par la signature donnée par la femme du vendeur, et le délai d'enregistrement ne commence à courir qu'à partir du jour où cette signature a été apposée (3).

D'un autre côté, nous avons vu comment était assuré l'enregistrement des actes rédigés en double minute. En semblable hypothèse, comme le double enregistrement constitue seulement une mesure d'ordre, le second notaire ne contrevient pas à la loi par suite du défaut de l'enre-

(1) Lyon, 22 juillet 1854, Rép. pér. 307 ; Vendôme, 26 janvier 1856, J. E. 16206.

(2) Cass. 21 janvier 1861 ; J. E. 47268, J. N. 14718.

(3) Cass., 17 janvier 1860, précité.

gistrement de sa minute, si celui qui doit acquitter l'impôt a fait enregistrer la sienne en temps utile, (Inst. 1422, par. 11).

Quelquefois, les actes notariés peuvent concerner non plus les particuliers, mais intéresser les communes, fabriques ou autres établissements publics; il résulte alors d'une décision du Ministre des Finances du 25 mars 1865, rendue en conformité de deux décrets de la section du contentieux du Conseil d'État, en date des 6 juillet 1863 et 8 juillet 1864, que les actes notariés dont il s'agit, qui ont été préalablement autorisés par des délibérations dûment approuvées, doivent être enregistrés dans les 10 ou 15 jours de leur date, (Inst. 2315).

Il reste à prévoir le cas d'un notaire suppléant un de ses collègues, d'un notaire suppléant un commissaire priseur, enfin d'un notaire délégué par justice à la rédaction de certains actes. Lorsqu'un notaire, substituant un de ses confrères, reçoit un acte dont celui-ci doit garder la minute, le délai pour l'enregistrement est de 10 ou de 15 jours, suivant la résidence du notaire substitué. Mais c'est au contraire au notaire gérant provisoirement une autre étude à soumettre à la formalité, dans le délai fixé pour ses propres actes, ceux qu'il rédige en ladite qualité.

Quand un notaire supplée un commissaire priseur, on considère qu'en acceptant cette mission, le notaire ne s'est pas dépouillé de sa propre qualité; par suite, le procès-

verbal de vente de meubles dressé dans ces conditions par le notaire est un véritable acte notarié qui doit être enregistré dans le délai fixé par la loi du 22 frimaire, an VII, article 20.

Enfin, les actes auxquels les notaires procèdent par suite de délégation judiciaire doivent être enregistrés dans le délai ordinaire de dix ou de quinze jours, suivant leur résidence, et non dans le délai accordé aux greffiers pour les actes judiciaires (1).

La règle de l'enregistrement obligatoire des actes notariés dans les dix ou quinze jours de leur date suivant la résidence du titulaire de l'étude, n'a pas un caractère absolu. Il y a des délais exceptionnels :

1^o Les protêts des effets de commerce, même lorsqu'ils sont dressés par des notaires, doivent être enregistrés dans le délai de quatre jours (art. 33, loi du 24 mai 1834) ;

2^o Pour les testaments et les donations à cause de mort, le délai d'enregistrement est de trois mois, à compter du décès du donateur ou du testateur, pour les testaments déposés chez les notaires ou reçus par eux, ainsi que pour les actes de donation à cause de mort ; le même délai s'applique également aux actes portant révocation de disposition de dernière volonté, rédigés ou reçus en dépôt par les notaires ; l'enregistrement de ces divers actes n'a,

(1) D. M. F., 2 juin 1807 ; J. E. 2066 ; *Dict. du Not.*, t. I, n^o 552 ; Garnier, *Rép. gén.*, v^o Acte notarié, n^o 183.

du reste, lieu qu'à la diligence des héritiers, donataires, légataires ou exécuteurs testamentaires (loi du 22 frimaire an VII, art. 21), sauf au notaire à ne pouvoir en faire usage, avant l'enregistrement, dans un acte reçu par lui (art. 41, loi frimaire). Toutefois, les notaires peuvent délivrer expédition au donateur ou au testateur des testaments ou donations entre époux reçus par eux (1). Mais, si les bénéficiaires voulaient faire usage de l'expédition, ils seraient tenus de faire préalablement enregistrer l'acte et mentionner par le notaire cet enregistrement sur l'expédition ;

3° Des actes administratifs peuvent être passés dans la forme notariée. La question est alors de savoir si le délai qui leur est accordé pour l'enregistrement est celui des actes administratifs (vingt jours, art. 20, loi du 22 frimaire an VII), ou si le délai plus court de l'enregistrement des actes notariés demeure en vigueur. Il faut, à cet égard, établir des distinctions : lorsque les actes administratifs sont passés dans la forme notariée, le point de départ du délai varie : le délai de dix ou de quinze jours à appliquer suivant la résidence du notaire court du jour de l'acte, s'il s'agit de conventions pour lesquelles l'approbation de l'autorité supérieure n'est pas nécessaire, ou a déjà été accordée (2). Mais, pour la plupart des actes adminis-

(1) D. M. F., 25 avril 1809, J. N. 207 ; J. E. 3236.

(2) D. M. F., 25 mars 1865 ; Inst. 2315.

tratifs, l'exécution est subordonnée à l'approbation de l'autorité supérieure, et le délai de vingt jours ne court que de la date de la réception de cette approbation, laquelle est inscrite sur l'acte (1). Quand il s'agit de conventions de cette nature, le délai d'enregistrement est de vingt jours à partir de la remise de l'arrêté d'approbation au notaire ; cette remise est constatée au moyen d'une mention datée et signée par le maire en marge de l'arrêté (2). Spécialement en ce qui concerne les baux à ferme des hospices et autres établissements publics de bienfaisance ou d'instruction publique, qui doivent avoir lieu aux enchères devant le notaire désigné par le préfet du département, le délai d'enregistrement est invariablement de quinze jours à compter de la remise par le maire de l'arrêté préfectoral d'approbation (3) ;

4° Enfin, il n'existe aucun délai pour l'enregistrement de certains actes notariés. Il en est ainsi des déclarations de grossesse faites devant notaire (D. M. F., 28 juin 1808, Inst. 390, § 3), et des certificats de propriété (Garnier, *Rép. gén. de l'Enr.*, v^o Certificat de propriété, n^{os} 15 à 19). Toutefois, si cette doctrine a été soutenue pour les certi-

(1) D. M. F., 27 frim., an XIII ; Inst. 290, par. 5 ; et 9 mai 1817 ; Inst. 779.

(2) D. M. F., 4 août 1838 ; Inst. 1577, par. 6, et 22 janvier 1855, Inst. 2025, par. 2.

(3) Déc. du 12 août 1807, art. 1 et 5, et Inst. 2315, par. 2.

ficats de propriété par des décisions anciennes (1), l'Administration paraît adopter aujourd'hui une opinion contraire, et elle soutient que ces certificats, lorsqu'il s'agit de rentes sur l'État ou de remboursement de cautionnements, constituent de véritables actes notariés assujettis à l'enregistrement et à l'inscription au répertoire dans les délais et les conditions prévus par les articles 20 et 49 de la loi du 22 frimaire an VII. On ne s'expliquerait pas pourquoi, en délivrant des certificats de propriété, dans les formes tracées par la loi du 28 floréal an VII, les notaires rempliraient une mission différente de celle qui leur a été confiée à raison de leurs fonctions. Cette loi a, sans doute, simplifié les formalités nécessaires à la validité de cet acte (qui est rédigé en brevet), dans le but de rendre plus rapide pour les personnes intéressées la production des certificats ; mais une simplification apportée à la forme d'un acte ne saurait avoir pour résultat de changer la nature de cet acte (2).

Signalons, en terminant, que, si les délais précités sont de rigueur, ils n'en peuvent pas moins être modifiés par suite de circonstances extérieures à la volonté de l'homme. C'est ainsi que, pendant la guerre Franco-Allemande, deux décrets des 9 septembre et 3 octobre 1870 ont suspendu durant les hostilités les prescriptions et péremp-

(1) Cass., 9 mars 1859, D. 59, 4. 159, S. 59. 4. 502.

(2) *Rev. du Not.*, n° 329.

tions en matière civile et les délais impartis pour signifier les décisions des tribunaux judiciaires et administratifs. Une loi du 26 mai 1871 porte, d'ailleurs, que les délais suspendus recommenceront à courir à partir du onzième jour après sa promulgation. Bien entendu, les décrets et loi précités ne présentent plus aujourd'hui qu'un intérêt historique.

CHAPITRE III

DES PEINES POUR RETARD OU DÉFAUT D'ENREGISTREMENT

Les notaires qui n'ont pas fait enregistrer leurs actes dans les délais prescrits encourent une lourde responsabilité pécuniaire vis-à-vis du Trésor. Ils supportent personnellement, d'après l'article 33 de la loi du 22 frimaire an VII (modifié, en ce qui concerne le taux des pénalités, par la loi du 16 juin 1824, art. 10), à titre d'amende et pour chaque contravention, une somme de 10 francs en principal, s'il s'agit d'un acte sujet au droit fixe ; ou un droit en sus au minimum de 10 francs, s'il s'agit d'un acte sujet au droit proportionnel. Les notaires sont tenus personnellement des pénalités pécuniaires dont il s'agit ; en conséquence, ils ne peuvent exercer de ce chef aucune action tendant à s'en faire rembourser par les parties (Inst. 1173, § 1 ; 1249, § 3). Le paiement ne pourrait être réclamé aux héritiers des officiers ministériels ayant encouru ces amendes, que si ces derniers avaient contracté de leur vivant l'obligation de les payer, ou s'ils avaient été condamnés en vertu d'un jugement passé en

force de chose jugée (1). Indépendamment des pénalités précitées, les notaires sont tenus du paiement des droits simples sur les actes tardivement présentés à l'enregistrement ; mais, sauf le recours contre les parties (art. 33, loi frimaire). Enfin, les notaires, étant tenus de l'amende pour chaque contravention, il en résulte que la loi fiscale admet, sur ce point, le cumul des peines (2).

Comment expliquer la différence de pénalités établies entre le cas où l'acte est soumis au droit fixe et celui où il est soumis au droit proportionnel ? On dit, généralement, que cette distinction est rationnelle ; le défaut d'enregistrement d'un acte sujet au droit proportionnel est plus préjudiciable au Trésor que l'absence de formalité pour un acte assujéti au droit fixe ; le droit proportionnel est, en effet, notablement plus élevé que le droit fixe et fournit au Trésor l'encaissement des sommes les plus considérables (3). Mais, comme il est impossible que le notaire contrevenant ait songé à éviter l'enregistrement de son acte, en raison du contrôle étroit dont il est l'objet (obligation de tenir un répertoire, communication, etc.), le retard par lui apporté à l'exécution de ses obligations fiscales ne peut provenir que d'une négligence ou d'un oubli ; la faute ne change donc pas de gravité suivant que

(1) D. M. F., 11 brumaire et 6 frimaire, an XIV, et 1^{er} sept. 1807 ; Inst. 340, par. 4 ; Cour Nancy, 30 août 1844 ; J. E. 13648, 5.

(2) Demante, t. 2, n° 800 ; Cass. 28 février 1857, S. 57. 1. 389.

(3) Naquet, t. III, n° 1232.

l'acte non enregistré donne lieu au droit proportionnel ou au droit fixe, et il est permis de penser que la loi fiscale a été trop sévère en prononçant la peine du droit en sus, s'il s'agit d'un acte sujet au droit proportionnel ; une amende fixe aurait suffi pour toutes les hypothèses.

Quand l'acte donne lieu à la perception de plusieurs droits fixes, l'amende n'est toujours que 10 francs (Naquet, T. 3, n° 1232). Si l'acte rend exigible plusieurs droits proportionnels et que le total de ces droits excède 10 francs, l'amende est du double des droits proportionnels avec un minimum de 10 francs (Inst. 2155, par. 1).

Lorsque le droit gradué était en vigueur, on l'assimilait au droit fixe ; en conséquence, les actes passibles de ce droit étaient assimilés, en cas d'enregistrement tardif, à ceux soumis au droit fixe ordinaire. Mais le droit gradué ayant été supprimé par la loi du 28 avril 1893, article 19, les actes soumis au nouveau droit proportionnel de 0 fr. 20 0/0 sont gouvernés, pour la quotité de l'amende, par la même règle que celle applicable aux autres actes assujettis au droit proportionnel (Inst. 2838, par. 2). Enfin, lorsque l'acte donne lieu, à la fois, à des droits fixes et à des droits proportionnels, on liquide l'amende comme en cas de plusieurs droits proportionnels, en faisant abstraction des droits fixes ; en d'autres termes, l'amende est d'une somme égale au montant des droits proportionnels, avec minimum de 10 francs (1). Une règle spéciale

(1) Dél. du 12 avril 1859 ; Inst. 2155, par. 1.

concerne les protêts : l'enregistrement tardif des protêts, rédigés par les notaires n'est passible que de l'amende de 5 francs en principal, applicable aux actes d'huissier (art. 34, loi frimaire ; art. 10, loi du 16 juin 1824).

Que décider, en cas de défaut de présentation à la formalité, dans le délai, d'un acte enregistré en débet ou d'un acte enregistré gratis ? On entend par enregistrement en débet la formalité donnée à crédit ; mais le droit resté en suspens doit être acquitté ultérieurement ; il en est ainsi par exemple, en matière d'assistance judiciaire (loi du 22 février 1851). Dans l'opinion dominante, les notaires sont passibles d'un droit en sus, s'ils négligent de soumettre à la formalité dans le délai légal des actes assujettis seulement à l'enregistrement en débet (1). La question est plus controversée en ce qui concerne les actes enregistrés gratis. On s'est demandé notamment si le certificat de propriété concernant un livret de la Caisse pour la vieillesse, dispensé du droit d'enregistrement (loi du 18 juin 1850, art. 11 ; loi du 20 juillet 1886, art. 24), mais assujetti à l'enregistrement dans le délai du 10 ou de 15 jours, quand il est délivré par un notaire, rendait exigible une amende si le notaire rédacteur négligeait de le présenter à la formalité dans le délai légal. Dans l'opinion la plus répandue, on décide qu'aucune amende n'est encourue dans cette hypothèse par le notaire. En effet,

(1) Cf. Naquet, t. III, n° 1232.

l'art. 33 de la loi de frimaire, ne relatant que les actes sujets à un droit fixe ou à un droit proportionnel, est manifestement étranger à ceux qui ne donnent ouverture à aucun droit ; ces derniers ne peuvent donc, pour retard d'enregistrement, être frappés d'aucune amende, car les peines ne sauraient être appliquées sans un texte formel (1). Une autre opinion critique ces décisions ; on soutient, en effet, que la loi du 22 frimaire an VII n'apporte aucune exception aux règles édictées pour les notaires par les articles 33 et 34. Le législateur punit le défaut d'enregistrement dans le délai sans distinguer si cet enregistrement doit être effectué au comptant, en débet ou gratis (Inst. 2456. par, 7). On ne saurait s'appuyer sur ce que la convention incriminée ne donnait ouverture à aucun droit ; attendu que les articles 33 et 34 ne se bornent pas à fixer la peine à une somme égale au montant du droit simple ; ils déterminent un minimum au-dessous duquel le taux de l'amende ne peut être abaissé. En conséquence, si l'acte tardivement formalisé doit être enregistré gratis, la contravention donne lieu, sans distinction, à une amende unique de 10 francs immédiatement exigible (2).

Les pénalités édictées par l'article 33 sont encourues non seulement à raison de l'acte, mais aussi de ses annexes

(1) *Dirt. de l'Enr.*, v° Acte de notaire, n° 177 ; Garnier, *Rép. gén.* v° acte notarié, n° 188 ; Mirecourt, 8 déc. 1893, *Rev. enr.* 758 ; *Rép. pér.* 8248 ; Sol. 4 nov. 1899, *Rev. Enr.* 2319.

(2) Cf. Les observations présentées sous le n° 758 de la *Rev. Enr.*

que le notaire déclare dans l'acte avoir joints à la minute, mais qui n'ont pas été effectivement présentés à la formalité en même temps que l'acte lui-même (procuration, plan, etc.). Dans cette hypothèse, le receveur doit, au moment de l'enregistrement de l'acte notarié auquel l'annexe manque, constater par un procès verbal que, malgré la mention d'annexe, la pièce prétendue annexée n'était pas jointe à la minute ; sans quoi, il serait impossible d'établir ensuite que le défaut d'enregistrement de l'annexe n'est pas imputable au receveur, et le défaut de perception sur la pièce considérée comme régulièrement annexée donnerait seulement ouverture à la réclamation d'un supplément de droit sans pénalité.

Les pénalités prononcées par les articles 33 et 34 se prescrivent par un délai de deux ans, à partir du jour où les agents de l'administration ont été mis à même de constater les contraventions (lois du 22 frimaire, an VII, article 61 ; du 15 juin 1824. art. 14). D'autre part, le pouvoir exécutif, et, par délégation, les ministres des Finances le Directeur général de l'enregistrement, et, même dans certains cas, les directeurs départementaux peuvent accorder des remises à titre gracieux de tout ou partie des amendes encourues. A cet égard, l'article 59 de la loi de frimaire an VII, qui prohibe toute remise ou modération des droits ou des peines encourus, doit être considéré comme ayant été abrogé par les actes constitutionnels relatifs au droit de grâce (*Dict. de l'Enr.*, v. Amende, n° 38).

La demande en remise d'une amende ou d'un droit en sus doit être faite par voie de pétition écrite sur une feuille de papier timbré de 0 fr. 60. Les amendes ou droits en sus ne sont, d'ailleurs, exigibles, que si le retard dans l'enregistrement des actes notariés est imputable au notaire. Si ce retard provient du receveur, il ne rend pas exigibles les pénalités ; le préposé doit alors certifier, en marge de l'enregistrement, que l'acte a été déposé dans le délai, et l'irrégularité est ensuite relevée au rapport du sous-inspecteur chargé de vérifier le bureau (Inst. 2122). Si, au lieu de suivre cette voie, le receveur exigeait les pénalités de retard, le notaire aurait, de ce chef, un recours contre lui.

D'autre part, dans l'opinion générale, l'application de l'article 33 doit être écartée, quand la formalité de l'enregistrement n'a pu être requise en temps utile, par suite d'un cas de force majeure : c'est ainsi qu'une décision du ministre des Finances, du 7 mai 1837 a dispensé de toute pénalité des actes notariés qui avaient été enregistrés hors délai à cause d'une apposition de scellés pratiquée sur l'étude du notaire rédacteur, (J. E. 11797, 3).

En résumé, tout notaire soucieux d'éviter les amendes de retard, doit :

1° Déposer ses actes au bureau avant l'expiration du

(1) Cass. 31 mai 1823, S., 25. 1. 409 ; D. M. F., 29 juin 1836, *J. du Not.* 9307.

délai légal (l'absence du receveur ou son refus de donner la formalité pourraient être constatés soit par témoins soit par acte extra judiciaire).

2° Consigner les fonds nécessaires à l'enregistrement.

3° Et fournir, quand c'est nécessaire, les déclarations estimatives prescrites par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII Ce texte est ainsi conçu : « Si les sommes ou valeurs ne sont pas déterminées dans un acte ou un jugement donnant lieu à un droit proportionnel, les parties seront tenues d'y suppléer, avant l'enregistrement, par une déclaration estimative certifiée et signée au pied de l'acte. » Ce texte a une importance pratique considérable : la déclaration estimative est la base du droit en matière de mutation entre vifs à titre gratuit. En outre, elle doit s'appliquer chaque fois que l'acte contient une mutation dont le prix n'est pas fixé ; il en est ainsi dans le cas d'échange en général ; il en serait de même pour tout acte innommé contenant dation de créances ou de meubles en échange d'immeubles, ou encore de vente d'immeubles moyennant une rente viagère ou contre une obligation de faire. L'évaluation est également de règle pour les accessoires du prix de bail ou de vente, pour les rentes et prestations en nature (1). Elle devrait encore être requise dans tous les cas où, d'après les termes de l'acte, la base de perception n'est pas indiquée. Cette déclaration doit être souscrite

(1) Cass. 24 juin 1869, S. 69. 1. 387.

avant l'enregistrement ; tant qu'elle n'est pas faite, le receveur a le droit de refuser la formalité (1).

Cette déclaration doit, aux termes de la loi, émaner des parties elles-mêmes, ce qui s'entend des personnes contractantes. On s'est demandé si un notaire avait le droit de souscrire, au nom des parties, les déclarations relatives aux actes qu'ils reçoivent ou auxquels ils concourent. En principe, l'Administration leur refuse le droit de signer la déclaration, par le motif qu'ils ne sont pas les mandataires légaux de leurs clients (Cf. *Traité alph. des droits d'eur.*, v^o Déclaration estimative, n^o 11) ; cependant on reconnaît que les notaires peuvent faire la déclaration dont il s'agit, s'ils se portent forts pour leurs clients (2). Dans ce cas, la perception est définitive, et, si les parties critiquent l'évaluation ou la déclaration, le notaire peut être rendu responsable à leur égard (Cass. 10 juillet 1871, J. E. 19628).

Les notaires usent parfois de subterfuges pour s'exonérer des amendes de retard : ils peuvent notamment altérer ou modifier la date de leurs actes afin de se soustraire à l'amende encourue. Sans parler des inconvénients très graves auxquels ils s'exposent alors au point de vue de la loi civile et de la loi de ventôse an XI, les notaires ne sont pas alors absolument certains d'échapper aux pénalités qu'ils cherchent à éluder :

(1) Cass. 20 mai 1863, S., 63.4.316 ; C. Nîmes, 6 mai 1885 ; J. E. 22479.

(2) J. E. 13813-3 et 15350 ; Pont, *Petits contrats*, t. I, n^{os} 854.

1° La date primitivement inscrite sur l'acte peut être rayée et remplacée par une plus récente, de manière que l'acte paraisse se trouver encore dans le délai légal. Si la rature est régulièrement approuvée, elle ne donne ouverture à aucune amende. Les parties ont, en effet, concouru à la correction qui a rendu l'acte régulier et l'acte porte alors une double date : celle du jour où il a été réellement passé, et celle du renvoi ajouté plus tard, comme s'il avait été signé en deux fois. L'Administration ne saurait prétendre alors à l'amende de retard que si elle établissait que la seconde date a été inscrite uniquement pour éviter l'amende, preuve qui lui sera presque toujours impossible (1). Mais, si la régularisation n'a pas été opérée, la première date est réputée toujours faire partie intégrante de l'acte, attendu que les mots rayés non régulièrement approuvés ou seulement approuvés par le notaire sont considérés comme appartenant toujours à l'acte (2), et l'Administration peut exiger l'amende de retard (3).

Toutefois, au cas où la seconde date aurait été inscrite sans altération de la première, l'Administration ne pourrait relever une contravention qu'à la condition, difficilement réalisable, de prouver que la seconde date a été mise

(1) Cass. 23 mars 1836, S., 36.1.476.

(2) C. de Bordeaux, 10 décembre 1845, *Jour du Pal.* 46, p. 355.

(3) Cass. 23 mars 1836, S. 36.1.470; *Dict. du not.* t. I, n°s 396 et 573.

uniquement pour éluder l'amende (Trib. Auxerre, 17 décembre 1845, J. E. 12572).

2° S'il y a surcharge de la date. Ce fait, qui constitue une contravention à la loi du 25 ventôse an XI, est punissable en soi ; l'article 16 de la loi de ventôse porte en effet qu'il n'y aura ni surcharge, ni interligne, ni addition dans le corps de l'acte et les mots surchargés seront nuls, indépendamment d'une amende contre le notaire contrevenant. En outre, pour percevoir l'amende de retard, l'Administration doit établir la faute commise par le notaire, car ce dernier a pu s'être trompé et avoir voulu rectifier son erreur en surchargeant la première date. L'amende de retard n'est donc pas forcément encourue, mais il y a toujours contravention à la loi du 25 ventôse an XI ; cette irrégularité doit être constatée par un procès-verbal, et si, ultérieurement, un jugement reconnaît que cette altération a eu pour but de dissimuler une contravention à l'article 20 de la loi de frimaire, l'amende ou le droit en sus devient alors exigible (Chinon, 25 octobre 1855 ; J. E. 16153).

Enfin : 3° le notaire peut postdater son acte ; en pareil cas l'amende n'est due que si la postdate a été opérée en vue d'éviter une contravention (Barcelonnette, 11 décembre 1839, J. E. 12432).

4° Il se peut, en dernier lieu, que la date inscrite soit véritablement inexacte, par suite d'une erreur dans l'indication du quantième ; s'il en est ainsi, il est juste d'ad-

mettre le notaire à justifier l'inexactitude de la date inscrite à l'aide des énonciations puisées dans l'acte même, et à s'affranchir de la pénalité qu'il semble avoir encourue (1).

(1) Toullier, Droit civil, T. V, p. 330 et s. ; L. VIII, n° 83 ; *Dict. du not.* V° Date, nos 20 et s.

CHAPITRE IV

DU PAIEMENT DES DROITS

L'article 29 de la loi de frimaire pose le principe à cet égard : les notaires doivent acquitter avant la formalité les droits des actes passés devant eux, aux taux et quotités fixés par la loi. L'article 28 dispose, d'autre part, que nul ne peut atténuer ni différer le paiement des droits, sous le prétexte de contestation sur la quotité ni pour quelque autre motif que ce soit, sauf à se pourvoir en restitution, s'il y a lieu. Peu importe qu'il s'agisse d'actes en minute ou en brevet, et, à supposer que des actes reçus en brevet soient remis aux parties qui négligent de les faire enregistrer dans le délai légal, c'est au notaire rédacteur qu'incombe l'amende.

Quel est le fondement juridique de la nécessité d'acquitter les droits qui incombent aux notaires ? Cette nécessité est corrélative à l'obligation qui leur est imposée de faire enregistrer leurs actes (1). M. Demante a développé avec clarté cette idée : « Le notaire, pour les actes passés

(1) Naquet, t. III, n° 1213.

devant lui (à l'exception toutefois des testaments), est en première ligne, vis-à-vis de l'Administration, le débiteur de l'impôt. L'Administration n'a contre les parties qu'une action subsidiaire, en cas d'insolvabilité du notaire. Et, même dans ce cas, si les parties prouvent qu'elles ont consigné aux mains du notaire les fonds destinés au paiement des droits, elles sont quittes envers le Trésor, car elles ont remis les fonds au notaire, officier public préposé en cette partie ; elles n'ont donc aucune faute à s'imputer et ne doivent pas souffrir de l'infidélité de cet officier ministériel.

Ajoutons que, dans l'espèce, les parties ne peuvent verser directement les fonds entre les mains du receveur. Celui-ci ne doit percevoir l'impôt que sur la production de l'acte. Or, la minute de l'acte est entre les mains du notaire, qui se trouve ainsi l'intermédiaire forcé de l'Administration et des parties. Cette considération rend manifeste l'équité du résultat qui précède (1). » C'est là une des obligations les plus délicates du notaire, dans sa profession. Il doit avoir soin de se faire consigner par les parties la somme suffisante pour l'acquittement des droits (2). Cette obligation lui incombe avant d'instrumenter, c'est-à-dire avant de recevoir la signature des parties ou la déclaration qu'elles ne savent ou ne peuvent signer, car il

(1) *Principes de l'enregistrement*, t. II n° 790.

(2) Naquet, t. III, n° 1213.

ne saurait se prévaloir ensuite du défaut de versement des fonds pour se refuser à signer l'acte lui-même afin de le soustraire à l'enregistrement en le laissant imparfait.

Il en est ainsi même pour les actes, tels qu'une adjudication d'immeubles, que le notaire n'a reçu qu'en vertu d'une délégation de justice ; cet officier public ne serait pas autorisé à invoquer dans ce cas les dispositions de l'article 37 de la loi de frimaire pour se soustraire à l'avance des droits auxquels ces actes peuvent donner ouverture (1). C'est qu'en effet l'obligation du notaire naît à sa charge dès le moment où toutes les formalités extrinsèques de l'acte, autres que celles dépendant de lui seul, sont accomplies ; par suite, il ne serait pas relevé de cette obligation par la perte de la minute. Il appartient dès lors au notaire de calculer avec soin les droits que son acte rend exigibles ; c'est là une question à la fois d'instruction professionnelle et d'expérience pratique. S'exposer à une réclamation ultérieure de l'Enregistrement, c'est, de la part du notaire, diminuer l'autorité qu'il possède sur ses clients et se créer des difficultés multiples. Or, tous ceux qui ont exercé la carrière notariale savent qu'il est bien souvent difficile d'obtenir du client la consignation préalable d'une somme suffisante pour les droits d'enregistrement. Toute insistance déplacée de la part du notaire risque d'éloigner sa clientèle ; cependant l'avance person-

(1) Limoges, 24 août 1874 ; Rép. pér. n° 3981.

nelle des droits constituerait fréquemment une lourde charge pour lui.

Dans ces conditions, il existe un moyen de se prémunir contre le manque de parole de leurs clients, ou contre leur négligence, sans troubler les bons rapports qu'ils entretiennent avec ceux-ci : c'est d'obtenir des parties, comme condition du contrat intervenu entre elles, et comme condition essentielle, que l'existence même de ce contrat est absolument subordonnée au versement des droits d'enregistrement par celle des parties qui doit les supporter, avant l'expiration du délai légal pour l'enregistrement de l'acte. « Cette clause, enseigne M. Naquet, pare au danger, puisque, si les fonds ne sont pas remis au notaire, le contrat s'évanouit et l'enregistrement cesse d'être prescrit. Il convient toutefois de rédiger la stipulation avec intelligence, de manière à faire jouer le paiement anticipé des droits le rôle d'une condition suspensive et non résolutoire, afin d'éviter les difficultés qui pourraient naître dans l'hypothèse où la condition serait résolutoire, pour savoir si l'enregistrement du contrat résolu ne reste pas nécessaire. Lorsqu'une semblable clause sera insérée dans un acte, l'acte, étant parfait dans la forme, n'est pas moins soumis à l'enregistrement dans le délai légal ; seulement il ne donne alors ouverture qu'au droit fixe modique de 3 fr. 75 (t. III, n° 1232) » L'obligation édictée pour les notaires par les articles 28 et 29 de la loi de frimaire les met dans la nécessité de consentir l'avance

de tous les droits simples, en sus et amendes auxquels donnent ouverture les dispositions des actes qu'ils reçoivent ainsi que les pièces annexées à ces actes, c'est-à-dire de tous les droits que le receveur doit percevoir au moment de la formalité sur les diverses dispositions constitutives des actes. (1) Par exemple, si un inventaire contient incidemment de la part de l'une des parties comparantes la reconnaissance d'un don manuel, le notaire est tenu de faire l'avance des droits exigibles à raison de ladite reconnaissance (2). De même si l'acte constate en termes suffisamment catégoriques, l'existence d'une dissimulation de prix de vente, le notaire doit avancer les pénalités édictées par la loi du 23 août 1871 (3).

Toutefois, certains auteurs ont contesté que les obligations des notaires pour le paiement des droits s'étendent aux amendes et aux droits en sus : d'après MM. Championnière et Rigaud, l'article 28 de la loi de frimaire ne parlant que des droits, cette expression ne comprend que les droits proprement dits, c'est-à-dire le droit simple, et non les droits en sus et les amendes (4). Mais cette opinion n'a pas prévalu : l'intention manifeste du législateur a été d'assujettir les notaires au versement intégral des droits dûs sur les actes de leur ministère,

(1) Cass. 2 décembre 1873, *Bull. civ.* n^{os} 123 et 124.

(2) Cass. 10 décembre 1877, S., 78.1.84.

(3) Inst. 1423 ; Cass. 15 juillet 1878, S., 79.1.85.

(4) Traité, n^o 3920.

sans distinguer suivant qu'il s'agit de droits simples ou de pénalités. Sinon, le trésor resterait à découvert pour une partie de sa créance, et il pourrait subir de ce chef un préjudice considérable en cas d'insolvabilité ultérieure des parties. Donc, quel que soit le nombre des dispositions indépendantes que l'acte contient, les droits dûs sur chacune de ces dispositions doivent être acquittés en entier au moment de la formalité, attendu que la perception est indivisible et que la formalité ne peut être donnée pour partie (1).

Il ne faut pas toutefois exagérer le principe : l'obligation de consentir l'avance des droits concerne les droits exigibles sur toutes les énonciations consécutives de l'acte mais elle ne s'étend pas aux droits exigibles sur des conventions intervenues en dehors de l'acte, et dont cet acte révèle l'existence sans en constituer le titre. L'administration ne possède alors que la faculté d'agir directement contre les parties (1). Il peut notamment résulter des énonciations d'un acte qu'un crédit, ouvert par un contrat antérieur, est réalisé : le notaire n'a pas à faire l'avance du droit complémentaire de réalisation (art. 5, loi du 23 août 1871), lors de l'enregistrement de l'acte qui révèle cette réalisation ; il appartient seulement à l'Administration de se fonder sur les énonciations probantes de l'acte

(1) Cass. 2 décembre 1873, S., 74.1.225 ; Lyon, 11 août 1880, D., .31

dont il s'agit pour réclamer aux intéressés le complément de droit exigible.

Dans la mise en œuvre de ces règles, l'avance doit être effectuée au moment de l'enregistrement et comprendre la totalité des droits réclamés par le receveur. C'est entre les mains du receveur ou d'une personne le représentant, par exemple son commis, que les droits doivent être versés par le notaire. Il ne saurait prétendre que les droits réclamés ne lui paraissent pas dûs (1). Les notaires ne pourraient pas forcer le receveur à enregistrer leurs actes, lorsqu'ils n'offrent qu'une partie des droits dûs, sauf versement des droits complémentaires après l'enregistrement (2). L'offre serait irrecevable, alors même qu'elle serait supérieure aux droits dûs (J. E. 14440 — 3), et à plus forte raison si elle leur était inférieure (4). De même il ne serait pas permis au notaire d'imputer en compensation des droits les prêts ou avances personnels qu'il aurait consentis au receveur (5). Le notaire ne pourrait échapper à la pénalité du retard en faisant, par acte extra-judiciaire, offre au receveur d'acquitter, après enregistrement, la totalité des droits perçus (6).

(1) Nérac, 29 décembre 1831, J. E. 11986.

(2) Le Havre, 17 février 1848, J. E. 14435; Agen, 16 août 1854, S., 54.2.571.

(3) Cass. 17 novembre 1862, S., 63.1.47.

(4) Seine, 23 juillet 1847, J. E. 14301.

(5) Cass. 26 mai 1807 *Dict. du not.* t. I n° 603.

(6) Cass. 17 novembre 1862, S., 63.1.47.

Mais l'obligation du notaire, relative à l'avance des droits, prend fin immédiatement après l'enregistrement ; dès lors, le receveur ne peut plus s'adresser qu'aux contribuables pour obtenir le paiement soit des droits non perçus sur une disposition de l'acte, soit des suppléments de perception insuffisamment faite, alors même qu'il aurait, dans la relation de l'enregistrement, inséré une clause réservant de plus forts droits (Inst. 386, par. 28). En effet dès que l'acte, après l'acquittement des droits liquidés par le receveur, a reçu la formalité, les devoirs de l'officier public à cet égard sont accomplis : le notaire n'avait qu'une obligation, celle de faire enregistrer l'acte (1). Par conséquent, les forcements, c'est-à-dire les constatations ultérieures de droits qui auraient dû être perçus et qui ne l'ont pas été, ne donnent lieu qu'à une réclamation du receveur contre les parties pendant les deux ans qui suivent l'enregistrement de l'acte au sujet duquel le Trésor n'est pas entièrement désintéressé.

Quels sont les moyens qui appartiennent aux receveurs pour le recouvrement des droits dus au Trésor, au cas où ils s'apercevraient que le dépôt qui leur a été consigné n'est pas suffisant pour couvrir l'enregistrement de l'acte ?

D'abord, quand l'acte a été enregistré, le receveur qui constate l'insuffisance de la consignation de fonds effectuée entre ses mains, par rapport aux droits perçus et portés

(1) Naquet, t. III, n° 317 ; Cass. 2 mai 1837, S., 37.1.389.

en recettes, peut agir en recouvrement de ses avances, soit par voie de contrainte, soit par voie d'action personnelle contre le notaire qui a acquis la formalité (1); signalons toutefois un jugement de Lyon, en date du 11 août 1880, J. E. 21. 567, D., 81. 3. 31, aux termes duquel, lorsqu'un notaire a déposé un acte avec la somme qu'il croit nécessaire pour le paiement des droits, le receveur qui a accepté cette somme n'est pas fondé à exiger du notaire les droits plus élevés qu'il a portés en recette à l'enregistrement. La doctrine de ce jugement est inadmissible; les receveurs ne peuvent calculer à l'avance d'une manière certaine les droits auxquels donneront lieu les actes que leur dépose le notaire. Les dispositions, souvent fort compliquées des contrats, demandent une étude attentive, en vue de la perception, et le préposé ne peut s'y livrer pendant les heures de bureau, alors qu'il est en contact permanent avec le public, auquel il faut donner satisfaction sur le champ. La décision du Tribunal de Lyon n'a pas trouvé d'écho; elle n'était assurément pas de nature à simplifier les rapports du notariat et de l'enregistrement. Vis-à-vis de l'administration, le notaire est personnellement responsable, sur tous ses biens, du paiement des droits simples et en sus dûs à raison des actes qu'il reçoit. De plus son cautionnement est affecté, par premier privilège, en principal et intérêts, au recouvrement

(1) Hazebrouck, 20 décembre 1884 J. B. 22406

tant des amendes de contravention encourues dans l'exercice de ses fonctions, (loi du 23 ventose, art. 33), que des droits d'enregistrement dûs sur les actes de leur ministère, alors même que les parties n'en auraient pas consigné le montant entre ses mains (1). Toutefois le notaire pourrait exercer un recours contre les parties en vue d'obtenir le remboursement des pénalités de retard, s'il les avait prévenues que, faute par elles de lui verser les fonds, l'acte ne serait pas enregistré dans le délai (2).

Mais le Trésor ne possède aucun privilège sur le prix de vente de l'étude ; il ne peut qu'en provoquer la distribution par contribution (3). Avant d'arriver à cette voie d'exécution, l'administration prescrit à ses agents de s'entourer de tous les renseignements nécessaires en vue d'éviter les frais frustatoires ; notamment elle recommande de ne commencer des poursuites en saisie-arrêt sur le cautionnement du notaire que s'il n'existe aucune opposition pour faits de charge ou pour d'autres créances à la Direction de la dette inscrite et au greffe du Tribunal compétent ; généralement, il sera plus avantageux pour l'administration de s'adresser directement aux parties.

Le privilège de l'enregistrement pour les droits et amendes ne porte que sur le cautionnement et ne s'étend

(1) Cass. 25 juillet 1827, Inst. 1229, par. 8 et 1557, *J. du Not.* 6213

(2) C. de Bourges, 29 août 1830, *J. du Not.* 4823.

(3) D. M. F. 31 août 1829 et 7 décembre 1835 ; J. E. 11391.

pas sur l'indemnité versée pour le compte du notaire destitué par son successeur (1).

En cas de décès du notaire, ses héritiers sont tenus au paiement : 1° des droits simples d'enregistrement de tous les actes parfaits et même imparfaits trouvés dans son étude et destinés à prendre place dans ses minutes ; 2° des droits en sus et amendes d'enregistrement quand le notaire a, pendant sa vie, souscrit l'engagement de les payer, ou s'il est intervenu avant son décès un jugement de condamnation définitif ; 3° et des droits de timbres et amendes de contravention y relatives (2).

Mais l'administration n'est pas fondée à invoquer, à l'appui de la réclamation de droits et d'amendes, des actes sous-seings privés trouvés en l'étude d'un notaire décédé et qui n'ont été décrits en l'inventaire dressé par le Juge de Paix au moment de la levée des scellés, que sur la réquisition du receveur de l'enregistrement présent à cette opération, dès lors qu'elle n'établit pas que ces écrits ont une relation intime avec les actes publics de l'étude et se rattachent étroitement à l'un d'entre eux (3).

Une question très débattue est celle de savoir si le receveur est fondé à retenir jusqu'à libération intégrale, les actes enregistrés, dont les droits, bien que portés par lui en recette, n'ont pas été intégralement versés. Incon-

(1) D. M. F. 7 décembre 1835, J. E. 41394.

(2) Loi du 28 avril 1846, art. 76.

(3) Riom, 15 juillet 1903, R. E. 3146.

testablement, le receveur possède la faculté d'agir, soit par voie de contrainte, soit par voie d'action personnelle, contre le notaire rédacteur. Le receveur est, en effet, débiteur, vis-à-vis du Trésor, de toutes les sommes qui figurent dans ses écritures comme encaissées, et il a le droit d'exercer l'action en répétition des avances qu'il a consenties aux contribuables. Mais est-il armé d'une sûreté réelle pour le recouvrement de ses créances ? L'opinion générale se prononce pour la négative. La question a été longuement examinée par M. Garnier (1). Il se demande notamment si le droit de rétention accordé par le Code Civil à celui qui a fait sur une chose des frais de conservation ou d'amélioration (articles 548, 570, 887, 1673, 1749, 1948, etc.), peut être invoqué par le receveur au cas dont il s'agit. Or, un motif concluant milite en sens contraire ; il est impossible d'assimiler le prix de la formalité donné à l'acte notarié à une avance consentie par la création ou l'amélioration de la chose. La principale utilité de la formalité existe au profit du Trésor et non du notaire ou des parties : elle consiste à assurer au fisc une ressource certaine, qui ne saurait lui échapper, à raison des moyens d'investigation et de contrôle dont il dispose par rapport aux notaires. Il résulte d'ailleurs nettement de la loi de frimaire (art. 56) que le receveur ne possède aucun droit de rétention. L'article 56 confère seulement au receveur la faculté de garder un acte

(1) Rép. pér. 5821.

pendant 24 heures si cet acte contient des renseignements utiles pour l'enregistrement ; mais le silence du texte sur les autres cas de rétention est suffisamment probant. On ne saurait admettre l'existence d'un privilège là où la loi est muette ; c'est un principe bien connu du droit civil que les sûretés réelles n'existent qu'en vertu d'une consécration formelle de la loi (1). Le receveur ne pouvant jamais retenir un acte pour aucun autre motif que celui indiqué par l'article 56, il en résulte qu'il doit avoir le soin de se faire consigner avant l'enregistrement une somme suffisante pour couvrir le montant des droits, et qu'il n'est pas obligé d'enregistrer l'acte tant que les droits à percevoir n'ont pas été versés en totalité. S'il leur a été impossible lors du dépôt, de calculer exactement le montant des droits et qu'ils constatent seulement lors de l'enregistrement l'insuffisance de la consignation, les receveurs sont fondés à surseoir à la formalité jusqu'au moment où le notaire rédacteur aura complété le versement des droits exigibles.

Enfin, si, un acte ayant été présenté à l'enregistrement, le notaire déclare en raison de la réclamation de droits qui lui paraissent trop élevés, en refuser le paiement et vouloir reprendre l'acte, celui-ci doit lui être rendu, sauf au receveur la faculté d'en tirer copie dans les formes et

(1) Cf. Lyon, 11 août 1880, R. P. 5821, J. E. 21567, Hazebrouck, 20 décembre 1884, J. E. 22406.

pour les motifs indiqués par l'article 56 de la loi de frimaire. L'opinion soutenue par M. Garnier, et d'après laquelle l'acte, une fois remis au receveur, ne saurait lui être repris sous aucun prétexte, quoique non encore enregistré, doit être abandonnée, (Rep. général, v^o Enr. n^o 39). La doctrine contraire, qui prévaut dans la pratique, remonte à MM. Championnière et Rigaud : « On peut toujours retirer un acte présenté à la formalité, quels que soient sa nature et son contenu ; nul n'est tenu de le faire enregistrer, sauf à l'administration à réclamer le droit et l'amende sur la copie que la loi l'autorise à conserver ». (Traité n^o 3804. En cas d'insolvabilité du notaire ce sont les parties qui répondent du droit simple (1). L'administration possède en effet une action directe contre les parties contractantes pour obtenir le paiement des droits dus sur un acte notarié. Mais elles seraient admises à écarter la demande du Trésor, en justifiant soit par la production d'une expédition revêtue de la mention d'enregistrement (même si la mention est fausse, J. E. 2995), soit au moyen de quittances régulières, avoir versé le montant des droits exigibles entre les mains du notaire (2). Les contribuables peuvent même, dans cette hypothèse, obtenir que la formalité soit donnée gratis à leur acte, car, dès l'instant où l'administration n'est pas fondée à réclamer les droits contre les parties contractantes, l'acte, à leur égard,

(1) D. M. F. 7 décembre 1835, J. E. 41391.

(2) Trib. Bernay, 29 décembre 1903, R. E. 3605.

doit être considéré comme ayant reçu la formalité, et elles peuvent se prévaloir des avantages d'une situation acquise ; (cf. Inst. 340, par. 5). D'ailleurs, s'il était établi que les redevables n'ont versé qu'un acompte sur les droits exigibles, l'administration pourrait les poursuivre en paiement du surplus.

Il arrive quelquefois que les archives d'une étude sont détruites par suite d'un événement de force majeure, tels qu'un incendie ou une inondation. D'après une solution du 1^{er} mars 1893 (R. E. 406), rendue conformément à une D. M. F. du 15 octobre 1865, aucun droit de timbre et d'enregistrement n'est exigible, en vue de faciliter la reconstitution des archives d'études de notaire détruites par une inondation ou un incendie, sur les actes, copies ou extraits destinés à remplacer des actes antérieurement timbrés et enregistrés. La perception d'un nouvel impôt constituerait, en effet, à leur égard, un double emploi.

Les notaires ne supportent pas définitivement le montant des droits d'enregistrement afférents à leurs actes ; ils possèdent un recours contre leurs clients, pour le recouvrement de l'impôt dont ils ont consenti l'avance. Ce recours est consacré par l'article 30, loi frimaire, an VII ; il confère au notaire contre toutes les parties une action solidaire (1). L'action appartenant au notaire pour obtenir le remboursement de ce qu'il a payé en acquit de ses

(1) Cass. 9 avril 1850, S. 50.1.538 ; 21 décembre 1870, S. 71.1.37.

clients pour droits d'enregistrement, est solidaire parce qu'il a été le mandataire de toutes les parties contractantes (Demante, t. II, n° 797). Par exemple, au cas d'une vente, le notaire peut actionner le vendeur, quoique le paiement des frais ait été mis à la charge de l'acquéreur seul. En principe, le notaire n'a de recours que pour les droits simples et non pour les droits en sus et les amendes, exigibles par suite de retard ou à défaut d'enregistrement, à moins qu'il n'ait prévenu à temps ses clients que, faute par eux de lui consigner les droits dûs, il ne ferait pas enregistrer l'acte dans le délai. D'après l'opinion dominante, le notaire n'est d'ailleurs fondé à réclamer que le principal de ses avances à titre de droits d'enregistrement à acquitter et non les intérêts.

D'ailleurs, si le notaire a délivré aux parties des expéditions de l'acte sans faire aucune réserve des frais, il y a présomption que ses avances lui ont été remboursées. L'article 30 de la loi de frimaire ne subsiste plus aujourd'hui que comme consacrant au profit des notaires le principe d'un recours contre leurs clients à raison des droits d'enregistrement avancés par eux. En ce qui concerne les règles de la procédure à suivre, ce texte a été remplacé par d'autres dispositions contenues dans la loi du 24 décembre 1897. Aujourd'hui, les notaires ne peuvent pour-

(1) Cass. 13 avril 1830, J. E. 9629; 24 juin 1840, J. du not. 12.578; Pont, *Rev. crit.* t. III, p. 259.

suivre le paiement de leurs frais, parmi lesquels figurent les avances d'enregistrement, qu'après en avoir obtenu la taxe. La demande de taxe est, pour les notaires, portée devant le tribunal civil de leur résidence, ou, en cas d'empêchement, devant un juge commis par lui (art. 3, loi de 1897).

Les notaires doivent signifier à la partie débitrice par acte d'avoué à avoué, s'il y a avoué constitué, sinon à personne ou à domicile, l'état détaillé des frais taxés et l'ordonnance du magistrat taxateur revêtue, sur une minute, de la formule exécutoire. L'ordonnance de taxe vaut titre exécutoire, et elle emporte hypothèque judiciaire ; mais elle ne peut être exécutée et l'inscription ne peut être valablement prise qu'après l'expiration du délai d'opposition, qui est de quinzaine (art. 4). Enfin, la prescription du recours des notaires contre leurs clients, en raison des sommes qui leur sont dues, pour les droits relatifs aux actes de leur ministère est de cinq ans à partir de la date des actes (art. 1^{er}).

Par exception au principe que les notaires doivent avancer les droits exigibles sur les actes de leur ministère, les droits de testaments ou autres libéralités à cause de mort sont payés par les héritiers, légataires et donataires, leurs tuteurs et curateurs et les exécuteurs testamentaires (loi du 22 frim. an VII, art. 29, *in fine*). Comme la loi n'établit aucune distinction entre ceux de ces actes qui sont authentiques et ceux qui sont dressés en la forme olographe, les

notaires ne sont jamais tenus de payer les droits des testaments et autres actes de libéralité à cause de mort, à moins cependant qu'un acte de dépôt ait été dressé, car alors il y a acte sous seing privé annexé.

Enfin, on ne doit pas perdre de vue que, si l'écrit dont il est fait usage dans un acte notarié et qui s'y trouve annexé est en contravention aux lois sur le timbre, le notaire est tenu de faire l'avance des droits et amendes exigibles, sauf son recours contre les parties pour tout ce qui ne représente pas les amendes qu'il aurait pu personnellement encourir de ce chef.

On a vu que les notaires sont obligés de consigner préalablement à l'enregistrement de leurs actes les droits exigés par les receveurs. Si ces droits paraissent exagérés, l'article 28 de la loi de frimaire accorde la faculté d'en demander la restitution. Cette faculté est le corollaire de l'obligation personnelle au paiement des droits. L'Administration n'a pas toujours adopté cette opinion ; en conséquence de la règle qui interdit au Trésor toute action contre les notaires, à l'égard des demandes de supplément de droit sur des actes enregistrés, elle avait pensé d'abord que les parties seules étaient fondées à réclamer la restitution de l'impôt qui avait été indûment exigé. Mais la Cour de cassation en a décidé autrement ; elle a pensé qu'il ne pouvait y avoir qu'avantage à autoriser les notaires à prendre l'initiative de la demande en restitution ; la libération du Trésor se trouve ainsi accélérée et les parties

sont affranchies des ennuis et des frais de justification et de déplacements inutiles (1). Pour prévenir des difficultés, les directeurs doivent informer simultanément les parties et le notaire des restitutions autorisées. Le notaire n'a, du reste, qualité pour acquitter le mandat de restitution que s'il s'agit de droits perçus sur un acte de son ministère ; il ne pourrait valablement recevoir les droits restitués sur un acte sous seing privé ou sur une déclaration de succession, lors même que la demande en remboursement aurait été rédigée par lui au nom de ses clients (2). Il n'en serait autrement qu'en cas de mandat spécial.

Les demandes en restitution sont introduites, soit amiablement par voie de pétition sur timbre, adressée au Directeur de l'enregistrement du département, soit par la voie contentieuse, au moyen d'une assignation devant le Tribunal civil. Les notaires ne doivent pas perdre de vue, à cet égard, que les assignations en restitution sont seules susceptibles d'interrompre le cours de la prescription biennale (art. 62, loi frimaire). Le notaire rédacteur de l'acte dont l'enregistrement lui paraît excessif a qualité pour demander la restitution, sans être obligé de justifier qu'il a consenti personnellement l'avance des droits perçus en trop, ou qu'il n'en a pas été remboursé (3). De même, il importe peu que le notaire ait cessé ses fonctions pour

(1) Cf. D. M. F. 5 juillet 1830, Inst. 1328

(2) Seine, 29 mars 1843, J. E. 13239.

(3) Seine, 22 juillet 1829 *Dict. du not.* t. XI, n° 24.

obtenir la restitution ; il suffit qu'il ait reçu l'acte dont la perception est critiquée comme irrégulière (1).

Lorsque la pétition est reconnue fondée, le montant du droit de timbre est restitué en même temps que les droits indûment perçus (art. 42, loi du 29 mars 1897). Avant cette loi, l'Administration se refusait à rembourser le prix du timbre employé, malgré le bien fondé de la restitution. Cette décision avait donné lieu à d'assez vives critiques (2). Mais, comme aucun impôt ne peut être modifié qu'en vertu d'une loi, l'Administration ne saurait être condamnée à supporter des intérêts pour les sommes indûment perçues et dont la restitution est ordonnée (3).

Enfin, en dehors des actes publics et de leurs annexes, ou des actes sous seing privé déposés, le notaire qui acquitte les droits d'enregistrement n'agit pas comme officier ministériel, mais comme mandataire des parties ; dès lors, il ne lui appartient pas de former directement et personnellement contre l'Administration une demande en restitution. (Seine, 29 mars 1843, J. E. 13239.)

(1) Sol. 6 mai et 13 juin 1833, Rec. de Fessard, 4403.

(2) V. Courtois, *Rev. du not.*, août 1878, n° 5640.

(3) Cass. 7 février 1877, S., 77.1.131.

CHAPITRE V

OBLIGATIONS DES NOTAIRES RELATIVEMENT AUX ACTES PASSÉS EN CONSÉQUENCE D'UN AUTRE ACTE

I

Il est interdit aux notaires de délivrer d'extraits, de copies ou d'expéditions d'un acte soumis à l'enregistrement, ni de faire aucun acte en conséquence, avant que cet acte ait été enregistré, quand même le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de 10 francs d'amende, outre le paiement du droit, (art. 41, L. frimaire, et 10, loi du 16 juin 1824).

Cet article appartient à la série des textes qui ont pour but d'assurer l'enregistrement des conventions. La première question à résoudre est celle de savoir ce que signifie l'expression « agir en conséquence d'un acte », employée par l'art. 41. L'opinion commune est fixée en ce sens que « agir en conséquence d'un acte » c'est tirer

de celui-ci, pour la convention à passer, des éléments utiles (1).

Toutefois, si rigoureuse que soit la défense portée dans l'art. 41, ce texte a été atténué de la manière suivante par l'art. 56 de la loi du 28 avril 1816. Le notaire peut énoncer la date d'autres actes reçus par lui et dont le délai d'enregistrement ne serait pas expiré, avec mention que ledit acte sera présenté à l'enregistrement en même temps que celui qui contient ladite mention ; mais, dans aucun cas, l'enregistrement du second acte ne pourra être requis avant celui du premier, sous peine d'une amende de 10 francs en principal (loi du 28 avril 1816, art. 56 ; loi du 16 juin 1824, art. 10). Toutefois, cette faveur ne saurait être étendue à l'acte passé, soit antérieurement, soit le même jour, devant un notaire autre que celui qui agit en conséquence (2). Par conséquent, un notaire qui agit en vertu d'un acte reçu le même jour par un autre notaire, avant que ce dernier acte soit enregistré, contrevient à l'art. 41 de la loi du 22 frimaire.

La question de savoir quelle est la portée exacte de l'art. 41 a donné lieu à d'assez nombreuses difficultés pratiques. L'Administration se montre soucieuse de l'observation minutieuse de ce texte ; ainsi le notaire qui a reçu comme notaire en second un acte dont son confrère a gardé

(1) Cass. Ch. réunies, 21 juillet 1849, S., 49.1.566 ; D. 49.1.238 ; — 8 mai 1882, D. 82.1.425 ; — 19 janvier 1885, S., 85.1.505 ; D. 85.1.321

(2) Sol. 27 avril 1896, Rev. 1873.

la minute ne peut être admis à présenter simultanément à la formalité cet acte et celui qu'il dresse en conséquence (1). Cependant, quand il s'agit d'un acte concernant la même étude, il a été admis que le successeur d'un notaire peut présenter simultanément à l'enregistrement l'acte reçu par son prédécesseur et celui qu'il a rédigé en conséquence.

D'ailleurs, la défense d'agir en vertu d'actes s'applique aux jugements non enregistrés, et elle concerne non seulement les actes et les jugements français, mais, de plus, les actes passés ou les jugements rendus à l'étranger ; un notaire ne pourrait agir en vertu des dits actes ou jugements, sans les faire enregistrer au plus tard en même temps que l'acte qu'il rédige ; c'est ce qui a été décidé au sujet du dépôt dans l'étude d'un notaire de l'extrait d'un acte de la Société reçu à l'étranger (2). Peu importe que l'acte étranger en vertu duquel le notaire a agi ne lui ait pas été représenté par les parties ; la règle de l'art. 41 conserve son empire (3). La seule facilité qui, dans cette hypothèse, ait été accordée aux notaires, c'est qu'ils sont admis à ne faire enregistrer qu'un extrait de l'acte étranger. Si, par exemple, l'officier ministériel dresse un acte constatant une mainlevée consentie par le gérant d'une Société étrangère, il doit naturellement indiquer

(1) J. E. 4245 et 48520.

(2) Seine, 13 février 1880, R. P. 5741.

(3) Cass. 8 mai 1882, Inst. 2673, par. 4, J. E. 21872.

les pouvoirs qui sont conférés au gérant par les statuts ; il peut donc se dispenser de présenter à l'enregistrement une expédition entière de l'acte de société ; il suffit d'un extrait contenant la clause relative aux pouvoirs du gérant (1).

La règle est la même pour les actes passés dans les colonies françaises, sans distinguer suivant que l'enregistrement y est ou non établi (Loi du 28 avril 1816, art. 58 ; Inst. 1156, § 2). Ainsi le notaire de la métropole qui annexe à ses actes des actes déjà enregistrés en Algérie est tenu de les soumettre à l'enregistrement en vue d'acquitter le supplément de droit qui est exigible en France, et c'est seulement par 30 ans que se prescrirait la demande du supplément, car les droits exigibles en France, à titre de supplément sur les actes déjà enregistrés aux colonies, sont tout à fait indépendants de ceux qui ont été perçus ailleurs que dans la métropole (2).

Enfin l'Administration admet que la prohibition de faire usage d'actes publics non encore enregistrés s'étend même aux actes qui ne doivent être enregistrés qu'en débet ou gratis (Inst. 2456. § 7).

Il y a un acte qui reste absolument en dehors de la règle dont nous venons de parcourir les principales applications : c'est le partage. En matière de vente par licitation suivie de partage du prix, on observe des règles par-

(1) Sol. 19 octobre 1892, R. E. 364.

(2) Valence, 28 février 1898, R. E. 2025.

ticulières : il arrive souvent qu'un notaire rédige le partage postérieurement à une adjudication par licitation ; dans ce cas, alors même que celle-ci aurait été prononcée devant un autre notaire ou en justice, le notaire rédacteur du partage n'encourt pas l'amende édictée par l'art. 41 de la L. de frim., dès lors qu'il présente les deux actes simultanément à la formalité. Sans doute, en droit strict, l'amende serait exigible ; mais, par une raison de tolérance, on considère que le partage constitue un acte urgent susceptible d'échapper à la rigueur de l'art. 41.

Il est admis, en effet, que dans certains cas qui requièrent célérité, il y a force majeure et impossibilité pour l'officier public de faire enregistrer au préalable les actes en vertu desquels il agit ; en conséquence on ne lui applique pas la pénalité prononcée par l'art. 41. Cette interprétation bienveillante faite par l'Administration doit être approuvée ; s'il en était autrement, l'exercice de la profession notariale serait véritablement entravée. En vertu de cette idée générale, nous signalerons les exceptions suivantes, apportées au principe de l'art 41 ; 1^o). La déclaration de command étant soumise par la loi à la rédaction et à la notification dans les 24 heures de l'adjudication, peut être reçue par un notaire et être notifiée par l'huissier au receveur avant l'enregistrement du procès-

(1) Sol. 3 août 1865, J. E. 19085.

verbal d'adjudication (1), alors même que cette déclaration de command est inscrite au pied du procès-verbal d'adjudication (2). 2° Le notaire peut procéder à un inventaire avant l'enregistrement des avis de parents en vertu desquels il agit (3). 3° Un inventaire peut être continué avant l'enregistrement de l'ordonnance du juge qui statue sur les contestations survenues au cours de l'opération. 4° L'acte de dépôt d'un testament olographe peut être dressé avant l'enregistrement du procès-verbal d'ouverture et de description, ou même de l'ordonnance prescrivant le dépôt de ce testament. (Dél. 25 août 1826, J. E. 8521.)

II

Une seconde règle de même nature que celle formulée par l'art. 41 consiste dans l'interdiction faite à un notaire de rédiger aucun acte de son ministère en vertu d'un acte sous seings privés ou passé en pays étranger, de l'annexer à ses minutes, de le recevoir en dépôt, d'en délivrer extrait, copie ou expédition, si l'acte dont il s'agit n'a été préalablement enregistré, à peine d'une amende de 10 francs et de répondre personnellement du droit (art. 10, loi du 16 juin 1824 et art. 42 de la loi du 22 frim. an VII).

(1) Cass. 23 janvier 1809, *J. du not.* 472 et 245.

(2) Toulouse, 2 mai 1839, *J. N.* 40495 et 43049.

(3) Sol. 19 février 1866, *R. P.* 2564.

Cette disposition n'est pas une création du législateur Révolutionnaire ; elle a été inspirée par l'art. 97 du tarif du 27 septembre 1722 sur le contrôle des actes, qui était rédigé de la manière suivante : « Tous les actes qui seront faits sous seings privés, de quelque nature qu'ils soient, seront contrôlés et les droits payés par rapport à leur nature sur le pied réglé par le présent tarif, de même que s'ils étaient passés par devant notaire, avant qu'il puisse être fait aucune demande, signification, exploit, ni acte en conséquence. » Dans son dictionnaire des domaines, v^o acte sous seings privés, Bosquet, commentant ce texte, attribuait la signification suivante aux mots acte en conséquence : « Par l'arrêt du Conseil du 28 novembre 1716, il a été permis aux notaires de rapporter et énoncer dans leurs actes d'autres actes sous seings privés quoique non contrôlés, pourvu qu'ils ne fussent pas annexés aux minutes, mais cela ne s'entend que d'une énonciation simple d'actes cités par exception, ou pour servir d'explication, et non pas de ceux dont on tire une induction active, et qui sont le principe et la base de ceux que l'on passe devant notaires. Les actes primitifs et originaires qui sont le principe de l'acte notarié et qui sont nécessaires pour son exécution entière, ou qui doivent être exécutés conjointement, doivent être nécessairement contrôlés avant que de passer aucuns actes en vertu d'iceux ».

Dans le droit fiscal moderne, l'article 42 a évidemment pour but d'assurer l'efficacité de la règle déjà énoncée

dans l'article 23 de la loi de frimaire, d'après laquelle est obligatoire l'enregistrement d'un acte sous seing privé avant qu'on en fasse usage en justice ou par acte public.

Mais, au début du xix^e siècle, il s'est produit beaucoup d'hésitations relativement à la signification exacte de l'usage par acte public (cf. Dalloz, Rép, v^o enregistrement, n^{os} 5200 et s.). La Cour de cassation a tracé sur ce point les règles de l'interprétation rationnelle. D'une façon générale, faire usage d'une chose, c'est tirer de cette chose toute l'utilité juridique et économique qu'elle comporte. Au point de vue plus spécial qui nous occupe, faire usage, dans un acte, d'un autre acte, c'est se servir de ce dernier acte en vue d'employer ses éléments à la rédaction de l'autre. En d'autres termes, pour qu'il y ait usage d'un acte sous seing privé par un acte public, il n'est pas nécessaire que l'acte sous seing privé soit représenté au notaire ; il suffit que ce dernier ait pu en tirer l'utilité juridique indispensable pour l'établissement des clauses de l'acte authentique ; il faut que l'acte sous seing privé soit devenu un des éléments de l'acte notarié dans lequel il est mentionné, de telle sorte que ce dernier n'est qu'une suite ou une conséquence de l'opération juridique que l'acte sous seing privé avait pour but de constater. D'après la Cour de cassation, en effet, les dispositions des articles 23 et 42 sont absolues ; elles doivent recevoir application, sans exception, toutes les fois qu'un acte sous seing privé est rappelé dans l'acte dressé par un officier

public, comme un élément de l'engagement qui donne lieu à ce dernier acte (1).

Il y a des cas où la règle ne peut présenter aucune difficulté sérieuse et où se rencontrent manifestement les caractères distinctifs de l'usage ; ainsi, la ratification d'un acte ne peut avoir lieu devant notaire avant que cet acte soit enregistré (2). De même un notaire est en contravention s'il reçoit la quittance d'une créance dont le titre ne serait pas enregistré. On a considéré encore qu'il y avait acte passé en conséquence d'un autre acte dans l'acte notarié qui constate un emprunt pour lequel le débiteur fait délégation du prix d'un marché commercial dont l'existence écrite est prouvée ; par suite, le droit proportionnel est exigible sur la portion du prix du marché qui a fait l'objet de la délégation (3). D'une manière générale, toute cession ou dation en paiement par acte public d'une valeur ou d'une créance constatée par un titre antérieur rend nécessaire l'enregistrement de ce titre : il en a été décidé ainsi pour les cessions de créance ou de bail (4). La

(1) Cass. 7 janvier 1851, S. 51. 1. 49 ; 17 février 1858, S. 58. 1. 352, D. 58. 1. 119 ; 19 janvier 1885, S. 85. 1. 505, D. 85, 1. 321 ; Conclusions du Proc. gén. Leclerc devant la Cour de Cass. Belge. Arrêt du 29 juillet 1864, Pasier. Belge, 64. 1. 315 ; Demante, n° 824 ; Naquet, 2^{me} éd. n° 1134 ; Wahl, *Traité de droit fiscal* t. II, n° 274 ; Binet, *Rev. critique de législation*, 1903, p. 341.

(2) Cass. 12 déc. 1808, S. 9. 1. 145 ; J. E. 3233.

(3) Cass. 22 mai 1895, S. 55, D. 96. 1. 1. 60.

(4) Lyon, 12 mars 1843 ; J. E. , 13738 ; Seine. 29 août 1877, R. P. 4853 ; Seine, 9 juillet 1850, J. E. 150442.

situation est la même, lorsque dans un acte notarié contenant ouverture de crédit, le crédit cède au créancier, en garantie des avances qui lui sont consenties, des polices d'assurance sur la vie ; il y a usage de ces polices dans le sens de l'article 42 (1). L'observation stricte de l'article 42 exige encore que tous les actes relatés dans le cahier des charges préalable à une adjudication par acte public soient enregistrés (2). Dans un acte notarié de vente, les plans établis par la conclusion de la vente sont sujets à l'enregistrement dès qu'ils sont signés (3) ; et, si l'acte de vente constate que l'ancien propriétaire s'est libéré du prix de l'immeuble qu'il avait lui-même acquis, la quittance doit être assujettie aux droits (4). En matière de contrat de mariage, il n'y a exception à la règle de l'article 42 que pour les actes énoncés dans les déclarations d'apport ; les autres actes en vertu desquels le contrat est passé, notamment les avis de parents portant autorisation de contracter mariage doivent être enregistrés avant lui ou en même temps que lui (5). Il faudrait également assujettir à l'impôt les créances et les autres valeurs données aux futurs par leurs ascendants et résultant de titres non enregistrés (6).

(1) Blois, 9 mars 1898, R. P. 9329.

(2) Cass. 15 février 1814, J. E. 4159 ; Sol. 20 oct. 1893 ; R. E. 613.

(3) Dunkerque, 31 déc. 1862 ; J. E. 17616.

(4) Cass. 17 février 1858, S. 58. 1. 352.

(5) Fontainebleau, 24 juillet 1839, J. E. 12367.

(6) Saint-Dié, 24 déc. 1887, R. P. 7032.

En matière de partage, il a été fait fréquemment application de l'article 42 ; mais cette application est particulièrement délicate, parce qu'il faut combiner le principe de l'article 42 avec la nécessité de justifier de l'effet déclaratif de l'article 883 : lorsque les actes invoqués par la rédaction du partage n'ont qu'un caractère déclaratif, ils sont couverts par la perception du droit de 0 fr. 20 0/0 ; mais il n'en est plus ainsi pour les énonciations d'actes formant titre d'obligation. Dans ce cas, la reconnaissance de la dette entraîne la nécessité de l'enregistrement du titre originaire ; il en sera ainsi des créances résultant de titres non enregistrés (1), des ventes de meubles de fonds de commerce consenties à l'un des copartageants (2) ; de même doivent être enregistrés les actes établissant la qualité des parties pour intervenir au partage, tel qu'un testament (3).

A l'inverse, si rigoureux que soit le principe contenu dans l'article 42, il ne s'en suit pas que l'énonciation d'un acte sous seing privé dans un acte authentique en rende toujours l'enregistrement obligatoire. Il n'y a pas usage au sens fiscal, dès qu'il ne résulte pas du libellé même de l'acte authentique une relation nécessaire entre cet acte et l'acte sous seing privé, et que le notaire ne puise dans le document visé aucune utilité juridique pour la confection

(1) Étampes, 7 août 1861, R. P. 1510.

(2) Cass. 26 février 1850, S. 50, 1. 394 ;

(3) Nevers, 27 nov. 1899. R. P. 9927.

du contrat. C'est ainsi que les officiers publics peuvent énoncer dans un inventaire des titres sous seing privé appartenant à une succession, sans que l'enregistrement en devienne obligatoire ; les documents trouvés au domicile du défunt sont alors envisagés comme des choses matérielles plutôt que comme le titre d'un droit (1). Bénéficiaire d'une immunité analogue les actes énoncés dans l'énumération des apports des futurs, tels que billets et titres non enregistrés (2). Le même régime est appliqué à l'énonciation, dans un acte notarié de délivrance de legs, des billets ou actes sous seing privés non enregistrés formant l'objet du legs (3). De même constituent une simple énonciation, et non l'usage visé par l'article 42, les mentions dont l'acte notarié ne déduit aucun effet juridique, telles que le rappel, dans un inventaire, de l'acte de nomination du tuteur non enregistré, ou de l'acte, non enregistré, de prestation de serment des experts chargés de procéder à l'estimation du mobilier.

On admet également que le notaire peut énoncer, sans être tenu à les faire enregistrer, des pièces, des mémoires et des notes dans les comptes, qui sont des actes purement énonciatifs (4) ; l'énonciation de ces documents divers

(1) Arrêté du Directoire exécutif du 22 Ventôse an VII, J. E. 71.

(2) Trib. Meaux, 13 août 1884, J. E. 22.379.

(3) Sol. 27 oct. 1864, J. N. 14.396.

(4) Cass. 10 mai 1821, D. Rép, n° 1162.

dans le compte n'a pas pour effet de lui procurer l'authenticité. Ne constitue pas non plus une contravention à l'article 42 la mention par un notaire, dans une décharge donnée à un mandataire, des sommes qu'il a reçues en vertu d'actes non enregistrés (Sol., 8 sept. 1865). Des actes sous seing privé non enregistrés peuvent encore être énoncés sans amende dans un testament notarié (Inst. 390, § 16) ; l'acte de dépôt d'un testament olographe peut être dressé avant l'enregistrement du procès-verbal d'ouverture et de description (1). Le simple fait de mentionner dans un acte public l'existence d'un titre sous seing privé ne constitue donc pas toujours l'usage prévu par l'article 42.

La règle formulée par ce texte comporte d'ailleurs les exceptions suivantes : une première exception résulte de l'article 13, loi du 16 juin 1824 : « Les notaires pourront faire des actes en vertu et par suite d'actes sous seings privés non enregistrés, et les énoncer dans leurs actes, mais sous la condition que chacun de ces actes sous seings privés demeurera annexé à celui dans lequel il se trouvera mentionné, qu'il sera soumis avant lui à la formalité de l'enregistrement, et que les notaires seront personnellement responsables, non seulement des droits d'enregistrement et de timbre, mais encore des amendes auxquelles les actes sous seings privés se trouveront

(1) Dél., 25 août 1826, J. E. 8521.

assujettis ». Pour que cette dérogation à l'article 42 de la loi de frimaire soit applicable, trois conditions doivent être réunies : il faut : A.) Que l'acte en vertu duquel le notaire agit sous un acte sous seing privé ; B.) Qu'il soit annexé à l'acte notarié ; C.) Et présenté à l'enregistrement en même temps que ce dernier. Mais il faut ajouter qu'en fait l'annexe matérielle n'est pas exigée, sauf pour les procurations (art. 13, loi 25 vent., an XI). On se contente de la présentation simultanée des deux actes à la formalité (3).

On sait que le bénéfice de cet article 13 a été étendu à tous les officiers publics par la loi du 22 avril 1905, article 10 ; cette extension était depuis longtemps réclamée par les divers officiers ministériels.

En second lieu, les actes administratifs exempts de l'enregistrement, ou ceux qui y sont assujettis, mais non encore approuvés et ne constituant, tant qu'ils n'ont pas été approuvés, que de simples projets, peuvent être énoncés dans les actes notariés sans être enregistrés.

Troisièmement, les notaires peuvent faire usage, sans les faire enregistrer, des actes de l'état civil. En effet, ces actes sont tous exempts de l'impôt sur la minute, et la prohibition de l'article 41 ne concerne que les actes soumis à l'enregistrement sur la minute de l'original. Toutefois, certains d'entre eux, tels que les reconnaissances d'enfant naturel, sont assujettis à l'enregistrement sur l'expédition ;

(4) Châlon-sur-Saône, 31 déc. 1861, S 62, 2, 451.

le notaire ne peut alors annexer l'expédition sujette à l'enregistrement sans la présenter à la formalité.

4° Un notaire peut agir en conséquence d'un acte authentique antérieur à l'établissement de l'enregistrement sans commettre de contravention, car un acte authentique de cette catégorie est exempt de droit (art. 70, § 3, n° 6, loi frim.).

5° Il est possible d'agir en conséquence d'un acte dont les droits sont prescrits sans l'assujettir à l'enregistrement, attendu que la prescription équivaut à paiement.

6° L'article 537 du C. de proc. civ. dispose que les quittances de fournisseurs, maîtres de pension et autres de même nature, produites comme pièces justificatives du compte, sont dispensées de l'enregistrement. Les comptes visés par ce texte sont seulement les comptes d'administration, rendus par un tiers, des recettes et des dépenses qu'il a effectuées pour autrui. Il en est ainsi du compte rendu par un tuteur, un mandataire, un héritier bénéficiaire ou un exécuteur testamentaire; mais le règlement de compte qui intervient entre deux personnes respectivement créancières et débitrices l'une de l'autre n'a pas ce caractère, et les pièces justificatives produites, dans ce cas, à l'appui du compte, ne bénéficient pas de l'exemption (1).

(1) Cass. 7 février 1877, S. 77. 1. 131; 26 juillet 1886, D. 86. 1. 445.

7° En cas de perte ou de force majeure, l'obligation pour le notaire d'acquitter les droits d'enregistrement sur l'acte en vertu duquel il agit et qui a été anéanti ou dont la présentation est impossible, comporte des atténuations notables. L'obligation imposée à l'officier public par les articles 41 et 42 est une obligation de faire ; l'inexécution de cette obligation, occasionnée par une force majeure, n'entraîne donc aucune responsabilité à la charge de l'officier ministériel, (C. civ., art. 1148) ; mais la preuve de la force majeure incombe au notaire, et une simple allégation, dénuée de preuve, au sujet de l'impossibilité où il se serait trouvé de représenter l'acte, ne saurait l'exonérer des conséquences de sa contravention (Inst., 2735, p. 18). De même, si un acte sous seing privé est perdu, le receveur ne peut exiger ni sa représentation, ni les droits d'enregistrement auxquels il donnait ouverture, dès lors que l'acte notarié, qui a pour but de le remplacer, constate l'extinction du lien de droit qu'il avait formé. Mais il faut apporter la preuve de la perte, et le rédacteur de l'acte ne doit pas se borner, pour justifier de l'exonération des droits, à de simples allégations (1). Sans doute, il a été fait, en pareil cas, usage de l'acte ; mais, comme l'usage a précisément pour conséquence d'anéantir l'acte antérieur, on ne peut pas soutenir que le second acte s'appuie sur le premier. Il n'est pas passé en conséquence et en vertu de

(1) Cass. 5 mai 1846, S. 46. 1. 632.

ses dispositions, puisqu'au contraire, il a pour but de les réduire à néant; (citons comme exemple le cas d'un billet non enregistré dont le créancier donnerait quittance par acte notarié) (1).

8° Il y a des écrits qui ne constituent pas des actes, et en vertu desquels un officier public peut agir sans convention; il peut aussi les annexer à ses minutes sans les présenter à la formalité. Il en est ainsi des extraits de la matrice cadastrale, ou des registres de l'enregistrement. Ces écrits ne constituent pas des actes, (Inst. 1591, § 16). De même un plan non signé ne constitue pas un acte, mais il doit être visé pour timbre en cas d'annexe, (Inst., 1166, § 15). L'article 42 demeure encore inapplicable aux Livrets de Caisse d'épargne, (J. N., 12289) et aux Livres de Commerce, dès lors qu'ils ne sont pas signés par les parties, (R. P. 2213). Quant aux lettres missives, elles doivent être assimilées à un acte, quand elles sont revêtues de la signature de leur auteur, car elles peuvent former titre contre l'expéditeur (2).

Il reste deux questions délicates : 1° que décider lorsqu'un acte notarié est fait en conséquence d'un acte de commerce sous seing privé enregistré provisoirement au droit fixe de 3 fr. 75, bien que soumis en principe au droit proportionnel? La difficulté naît ici de l'article 22 de la loi du 11 juin 1839, d'après lequel les marchés et traités

(1) Sol. 16 mars 1856, R. P. 2452.

(2) Rouen, 20 mars 1862, J. E. 17689.

réputés actes de commerce par les articles 632, 633 et 634, n° 1 du C. de Comm., faits ou passés sous seings privés et donnant lieu au droit proportionnel suivant l'article 69, § 3, n° 1, et § 5, n° 1 de la loi de frimaire, seront enregistrés provisoirement moyennant un droit fixe de 3 fr. 75, et les autres droits fixes auxquels leurs dispositions peuvent donner ouverture. Quant aux droits proportionnels, ils seront perçus lorsqu'un jugement interviendra sur ces marchés et traités, ou qu'un acte public sera fait ou rédigé en conséquence, mais seulement sur la partie du prix ou des sommes faisant l'objet soit de la condamnation, liquidation, collocation pour reconnaissance, soit des dispositions de l'acte public. Il résulte de ce texte qu'au point de vue de l'usage, le droit fixe antérieurement perçu sur les ventes mobilières, les achats de denrées ou de marchandises, les entreprises de fournitures, les marchés et tous les autres traités contenant louage d'industrie, n'a pas désintéressé le Trésor, et, si, dans un acte de son ministère, un notaire agit en vertu d'un acte de commerce ayant subi la perception d'un simple droit fixe, le droit proportionnel devient exigible. Celui-ci n'est, d'ailleurs, assujetti à l'impôt que sur la partie du prix ou des sommes qui font l'objet des dispositions de l'acte public (1).

2° Une difficulté bien plus délicate concerne l'hypothèse où l'acte sous seing privé n'est pas explicitement

(1) Cass. 19 janvier 1885, Inst. 2718, par. 1.

mentionné dans l'acte notarié. Peut-on admettre alors qu'il y ait usage au sens de l'article 42? La question s'est posée récemment dans l'espèce suivante : diverses personnes, victimes d'accidents, avaient donné, par actes notariés, quittance du montant d'indemnités payées par une Compagnie d'assurance en l'acquit de l'auteur responsable de l'accident ; les quittances ne contenaient d'ailleurs aucune allusion aux polices en vertu desquelles les indemnités avaient été payées. L'Administration constata, par la suite, l'existence de ces polices, et, estimant que les quittances notariées n'en étaient que la suite et la conséquence, elle réclama les droits exigibles sur les polices. Le 9 août 1898, le Tribunal de Marseille écarta la prétention de la Régie. Pour le Tribunal, l'usage d'un sous seing privé dans l'acte public, devait établir l'existence du premier, en vertu des énonciations mêmes du second, sans qu'il fut nécessaire de procéder à des investigations extérieures à l'acte notarié, en vue de découvrir les preuves de l'existence de l'acte sous seing privé. Mais la Cour de Cassation réforma cette décision, le 24 décembre 1902 : « Attendu qu'il suffit, pour rendre la formalité de l'enregistrement obligatoire que l'acte sous seing privé soit un des éléments de l'acte public, ou que celui-ci soit la conséquence de la convention privée : alors même que la production de cet écrit n'est pas formellement constatée par l'acte public, la preuve de son existence peut être déduite

des faits et des documents de la cause » (1). La Cour suprême donne ainsi plus de facilité à l'Administration pour établir que l'acte sous seing privé a une relation avec l'acte notarié qui le mentionne.

Pendant longtemps, il avait été de jurisprudence constante que la Régie ne pouvait établir l'existence d'un acte sous seing privé antérieur, simplement mentionné dans un acte public que si les clauses de ce dernier acte montraient nettement qu'il était la suite ou la conséquence de la convention primitive (2). Peu à peu la Cour de Cassation est arrivée à décider que la preuve de l'existence de l'acte sous seing privé peut être déduite des faits et documents de la cause, alors même que l'acte public n'en contient aucune trace. On peut citer dans ce sens les arrêts suivants : Cassation, 5 avril 1854 (3), un notaire avait mentionné dans un de ses actes des stipulations relatives à des assurances contre l'incendie, et il avait usé de formules équivoques destinées à dissimuler l'existence des documents sur lesquels il s'appuyait. L'Administration fut reconnue fondée à démontrer l'existence des polices par les faits de la cause et le notaire encourut l'amende édictée par l'article 42 pour avoir négligé de s'assurer de l'enregistrement des polices. Dans une autre espèce, un acte d'em-

(1) R. E. 3224, J. E. 26426.

(2) Cass. ch. réunies, 21 juillet 1849, S. 49. 1. 566, D. 49. 1. 238; 8 mai 1882, D. 82. 1. 425; 22 mai 1895, D. 96. 1. 60.

(3) D. 54. 1. 148.

prunt hypothécaire passé antérieurement à la loi du 19 février 1889, contenait la clause, usuelle en pratique, que les emprunteurs s'obligeaient à assurer contre l'incendie les bâtiments hypothéqués, et déléguaient au créancier les indemnités touchées en cas de sinistre. Le lendemain de cet acte, la Compagnie d'Assurances déclarait, dans un autre acte reçu par le même notaire, se tenir pour signifiée la cession éventuelle d'indemnité. L'Administration, ayant procédé à des recherches, découvrit le défaut d'enregistrement des polices d'assurances et le notaire rédacteur se vit appliquer les pénalités de l'article 42 (1). Ainsi il n'est plus nécessaire que l'existence de l'acte sous seing privé soit révélée au moins implicitement par la teneur de l'acte public.

La jurisprudence de la Cour suprême s'est donc formée dans le sens d'une responsabilité de plus en plus rigoureuse des notaires, à ce point de vue. On a critiqué cette jurisprudence ; M. Binet estime notamment que l'amende de l'article 42 ne saurait être prononcée contre le notaire que s'il résulte expressément ou explicitement de l'ensemble des clauses de l'acte authentique que cet acte a été rédigé en conséquence de l'acte sous seing privé, ce qui suppose que ce dernier a été communiqué au notaire et que l'existence de cet acte est certaine pour l'officier ministériel (2).

(1) Cass. 5 juillet, 1859, D. 59. 4. 298.

(2) Binet, *Rev. crit.* 1903, p. 349.

En ce qui concerne le paiement des droits sur les actes dont il a été fait usage, les parties sont incontestablement solidaires pour le paiement de l'impôt, mais celles qui ont figuré à l'acte sous seing privé, mais qui n'ont pas comparu à l'acte notarié passé en conséquence (1). Quant au notaire, sa responsabilité varie suivant qu'il a agi en vertu d'un acte public ou d'un acte sous seing privé.

En cas d'usage d'un acte public, notarié, non enregistré, la peine est d'une amende de 10 francs (L. 16 juin 1824,) outre le paiement du droit simple (art. 41, L. frim.). Dès lors, en pareil cas, le notaire doit le droit simple solidairement avec les parties et il peut être poursuivi en paiement sans qu'il soit nécessaire de discuter préalablement ses codébiteurs (2).

Si, au contraire, le notaire a fait usage d'un acte sous seing privé ou passé à l'étranger, l'article 42 de la loi de frimaire devient applicable. Ce texte, indépendamment de l'amende de 10 francs prononcée contre le notaire, se borne à rendre cet officier public responsable du droit exigible sur l'acte sous seing privé énoncé et non enregistré. On considère que le législateur n'a entendu frapper le notaire que d'une responsabilité subsidiaire ; l'officier public n'est tenu au paiement du droit simple que si les parties ne l'acquittent pas. L'Administration

(1) Cass. 15 mars 1858, S. 83. 1. 503.

(2) Lyon, 13 déc. 1877, R. P. 4928 ; Ruffec. 27 déc. 1886, J. E. 22838.

peut le mettre en cause avec les parties, mais la condamnation prononcée contre lui n'est qu'éventuelle (1). D'ailleurs la responsabilité du notaire n'est pas illimitée ; elle s'applique aux droits que le receveur a exigés sur l'acte au moment de l'enregistrement, mais elle ne saurait être mise en cause pour le recouvrement des suppléments de droits réclamés par l'Administration à raison d'une erreur commise par son préposé (2).

Tandis que l'amende encourue personnellement par le notaire se prescrit par 2 ans, à compter de l'enregistrement de l'acte dont il a été fait un usage prohibé, les droits dus et non perçus sur ledit acte ne se prescrivent que par 30 ans à partir de la même époque, et le notaire demeure, pendant ce délai, responsable des droits dus sur l'acte sous seing privé en vertu desquels il a agi, bien que l'amende soit éteinte par la prescription biennale (3). S'il a été fait une première fois usage d'un acte par acte notarié, sans que l'amende ait été réclamée, puis que l'usage soit renouvelé, plus de deux ans après, par l'officier public, on décide que, malgré la prescription de la première pénalité, l'amende a été encourue à raison de la seconde contravention, et doit être réclamée (4). Si l'acte a été passé à

(1) Cass, 8 mai 1882, D. 82. 1. 42.

(2) D. M. F. 7 juin 1808, Inst. 386, par. 28.

(3) Comp. Blois, 9 mars 1898, R. P. 9329 ; Figeac, 22 déc. 1898, R. P. 9698 ; Nevers, 27 nov. 1899, R. P. 9927.

(4) Seine, 7 février 1855, J. N. 15461.

l'étranger, l'Administration, par esprit de conciliation, admet les parties à ne présenter à l'enregistrement qu'un extrait relatant uniquement les clauses de l'acte sous seing privé auxquelles on s'est référé dans l'acte notarié (1).

L'application des amendes édictées par l'article 42 donne lieu parfois à des difficultés : si un officier public fait usage du même acte non enregistré dans plusieurs acte de son ministère, il n'est pas dû une pénalité unique ; il a été encouru autant d'amendes qu'il y a de contraventions (2). Mais la réciproque ne serait pas exacte, et il ne serait dû qu'une seule amende si un seul acte avait été rédigé par un notaire en conséquence de plusieurs actes sous seing privé non enregistrés (3).

Le notaire ne pourrait d'ailleurs s'exonérer de la pénalité en alléguant sa bonne foi. C'est une règle, en effet, en matière de contraventions fiscales, que la sanction est encourue nonobstant la bonne foi des contrevenants et alors même que le Trésor n'a subi aucun préjudice (4). Par conséquent, l'officier public sera tenu de payer l'amende, même s'il affirmait avoir été induit en erreur par les parties au sujet de l'enregistrement de l'acte dont il a fait usage, à moins cependant que ses clients ne lui aient représenté un acte revêtu d'une fausse mention de

(1) Sol. 19 oct. 1892, R. E. 364.

(2) Cass. 31 mai 1853, S. 54. 1. 620.

(3) D. M. F. 21 mai 1836, J. N. 598.

(4) Cass. 18 nov. 1878, Inst. 2619 par. 2.

l'enregistrement. (J. E. 16530-1). A défaut de paiement amiable, l'amende se recouvre par voie de contrainte ; et il n'est pas nécessaire qu'un procès-verbal soit dressé pour la constater.

Signalons, en terminant, que les dispositions de l'article 42 de la loi de frimaire ont été étendues et appliquées comme sanction, par l'article 58 de la loi du 28 avril 1816, aux actes passés dans les colonies ; il ne peut en être fait usage en France par acte public sans paiement préalable d'un complément de droits calculé d'après le tarif auquel aurait été assujetti l'acte passé dans les colonies s'il avait été rédigé en France (Seine, 26 avril 1842, Inst. 1703, al. 2.). C'est là une règle que ne doivent pas perdre de vue les notaires, et qui est en France d'une application fréquente, surtout aux actes Algériens. On déduit, bien entendu, le droit déjà perçu dans les colonies.

CHAPITRE VI

OBLIGATIONS DES NOTAIRES EN MATIÈRE DE TIMBRE

Le timbre est un impôt établi sur les papiers destinés à la rédaction des actes et écrits. Il est acquitté par l'emploi du papier timbré au moment de la rédaction de tout acte pouvant ou devant faire titre, et il est acquis au Trésor par la seule existence de cet acte. (1) La création matérielle d'un acte est le seul fait générateur de l'impôt; l'exigibilité du droit ne dépend ni de l'utilité que les actes peuvent produire, ni de leur validité entre les parties.

Pour certains actes, l'emploi du papier timbré est obligatoire au moment de leur rédaction; mais il n'est dû qu'un seul droit de timbre, quel que soit le nombre des stipulations contenues dans un seul et même acte. Les actes notariés figurent précisément parmi ceux qui doivent être écrits sur timbre : d'après l'article 17 de la loi du 13 brumaire, an VII, les notaires ne peuvent employer, pour les actes qu'ils rédigent, leurs copies ou leurs expéditions, que du papier timbré débité par l'Administration, c'est-à-

(1) Cass. 2 juillet 1883, S. 84. 1. 393, D. 84. 1. 243.

dire du papier timbré de dimension, gradué d'après l'importance des sommes exprimées dans les actes qui y sont soumis (art. 18 de la loi du 13 brumaire, an VII.)

Que les actes soient unilatéraux ou synallagmatiques, leur assujettissement au timbre de dimension ou au timbre proportionnel est obligatoire ; les notaires ont toutefois la faculté de faire timbrer à l'extraordinaire des feuilles de parchemin, soit pour les actes en minute, soit pour la rédaction des expéditions (art. 18 *in fine*). Le timbrage à l'extraordinaire est effectué après réquisition de timbrage adressé à l'Administration et après paiement de l'impôt.

Au cas où un notaire rédigerait un acte sur une feuille de papier non timbré, il encourrait une amende de 25 francs (art. 26, n° 5; L. brumaire et 10, L. 16 juin 1824). Quant aux actes annexés, qui ne seraient pas rédigés sur timbre, le notaire se met en règle avec la loi au moyen de l'apposition de timbres mobiles.

Toutefois, le régime établi par la loi du 13 brumaire a été modifié, au sujet d'un acte particulier, par les articles 6 et 7 de la loi du 22 avril 1903. D'après ces textes, les minutes, originaux et expéditions des actes ou procès-verbaux de vente, licitation ou échange d'immeubles, ainsi que les cahiers des charges relatives à ces mutations sont affranchis de tout droit de timbre. C'est là une réforme notable : les conventions dont il s'agit peuvent désormais être rédigées sur papier libre ; par contre, le droit des ventes immobilières, qui était autrefois de 6 fr. 88 0/0

décimes compris, a été porté à 70/0 et les décimes ont été, supprimés en matière de vente d'immeubles. D'ailleurs, les conventions prévues par l'article 6 doivent être entendues dans le sens le plus large (Inst. 3166). Cependant, le droit de timbre est maintenu, d'après l'article 7, si l'acte, le procès-verbal ou le cahier des charges renferme une ou plusieurs dispositions indépendantes donnant ouverture à un droit particulier d'enregistrement, conformément à l'article 11 de la loi du 22 frimaire, an VII.

Revenant à la règle générale, on doit constater que les notaires ne peuvent employer, pour les expéditions qu'ils délivrent des actes retenus en minute, et de ceux déposés ou annexés, de papier timbré d'un format inférieur à la feuille de moyen papier du coût de 1 fr. 80. Ce prix est celui aussi du timbre du parchemin employé pour expédition, sans avoir égard à la dimension, si toutefois elle est au dessous de celle de ce papier, (art. 19, L. brumaire.)

D'autre part, les papiers employés aux expéditions ne peuvent contenir, compensation d'une feuille à l'autre, plus de 25 lignes par feuille de moyen papier (1 fr. 80); plus de 30 lignes par page de grand papier (2 fr. 40); plus de 35 lignes par page de grand registre (3 fr. 60) (art. 20, L. brumaire.) Les contraventions encourues pour inobservation de l'article 19, c'est-à-dire pour avoir rédigé une expédition sur du papier timbré d'une dimension inférieure de 1 fr. 80, sont passibles d'une amende de

25 francs. (art. 26, n° 4, L. brumaire, et 10, loi du 26 juin 1824). Les infractions à l'article 20, relatives au nombre de lignes, sont passibles d'une amende de 6 fr. 25 (art. 26, n° 2. L. brumaire et 10 loi juin 1824.)

Chaque ligne d'expédition sur moyen papier doit en outre contenir 15 syllabes, et, sur feuille de grand registre (3 fr. 60), 20 syllabes, (décret 25 août 1898, art. 21) ; mais cette dernière prescription n'est sanctionnée par aucune pénalité. Quant aux abréviations, elles ne sont pas prohibées.

Les notaires ne sont pas seulement obligés d'inscrire la plupart de leurs actes sur papier timbré, ils sont, en outre, tenus de se servir du papier timbré pour plusieurs de leurs registres.

1° Les répertoires des notaires doivent d'abord être établis sur timbre de dimension (art. 12, L. 13 brumaire, an VII), à peine d'une amende de 25 francs (art. 26, n° 5, L. brumaire et 10, loi 16 juin 1824). Mais quel timbre faut-il employer pour la rédaction du répertoire ? Une circulaire du 28 mars 1810 recommande, sans toutefois l'exiger, sous peine de contravention, l'emploi du papier timbré à 2 fr. 40. Dans la pratique, on se sert également du timbre à 1 fr. 80. Le nombre des lignes et de syllabes à inscrire n'est pas limité. Les feuilles destinées au répertoire peuvent être timbrées à l'extraordinaire.

2° Le registre spécial sur lequel doivent être copiés intégralement les protêts (C. de Comm., art. 176) doit être

également établi sur timbre de dimension. Le nombre de lignes et de syllabes à inscrire sur chaque page de ce registre est limité; il ne peut y être inscrit plus de 30 lignes à la page et de 30 syllabes à la ligne sur le petit papier (0 fr. 60 et 1 fr. 20); plus de 33 lignes à la page, et de 33 syllabes à la ligne sur le moyen papier, (1 fr. 80); plus de 40 lignes à la page et de 40 syllabes à la ligne sur le grand papier (2 fr. 40); plus de 45 lignes à la page et de 45 syllabes à la ligne sur le grand registre (3 fr. 60, décret du 30 juillet 1862, art. 1). Toutes ces prescriptions doivent être scrupuleusement observées; en cas de contravention, une amende de 25 francs en principal est encourue (art. 20, loi du 2 juillet 1862).

Une controverse s'est élevée à l'égard des registres prescrits pour la tenue de la comptabilité notariale par le décret du 30 janvier 1890. L'article 3 de ce décret astreint les notaires à tenir 4 registres différents : un livre journal, un registre de frais d'actes, un grand livre, et un livre de dépôt des titres et valeurs. Se fondant sur l'article 12 de la loi de brumaire, d'après lequel sont assujettis au timbre de dimension les registres des notaires, le Ministre des Finances proposa, en 1891, à la Commission du budget de frapper d'un droit de timbre les nouveaux livres de comptabilité notariale. Ils s'appuyait sur les précédents; c'est ainsi que l'article 151 du décret du 16 février 1807 ayant astreint les avoués à tenir un registre où doivent être portées toutes les sommes qu'ils reçoivent des parties, il fut

reconnu, par deux décisions des 7 novembre 1821 et 27 décembre 1833 (Inst. 1004 et 1451, § 9), que ce registre était passible du timbre de dimension, en vertu de l'article 12 de la loi de brumaire. De plus, le ministre invoquait l'importance du produit présumé du droit de timbre nouveau, qu'il évaluait à 2 millions par an.

Mais le projet du Ministre fut combattu par les motifs suivants : la règle contenue dans l'article 12 de la loi de brumaire semble viser, non pas les livres de comptabilité, mais seulement les registres où s'écrivent des actes sujets à l'enregistrement sur la minute ; en outre, comment expliquer que les registres dont il s'agit, créés en 1890, aient été visés par la loi de brumaire. On insista beaucoup sur cet argument : admettre qu'un décret puisse créer la matière imposable, ce serait accepter qu'un impôt soit établi par le pouvoir exécutif, sans l'autorisation préalable du Parlement. Il y aurait là une violation flagrante de la Constitution. On a remarqué, en outre, que le mot registre a toujours été appliqué par le législateur à des recueils d'actes, et qu'il ne s'en est jamais servi pour désigner des livres de comptabilité. De plus, les articles 1 et 12, § 2 de la loi de brumaire n'assujettissent à l'impôt du timbre que les actes et registres qui peuvent être produits en justice et y faire foi ; les décrets de 1890 n'ont assurément pas donné ce caractère aux documents de comptabilité dont ils prescrivent la tenue. Enfin, le projet présenté par le Ministre des Finances était combattu par les motifs

suivants : en imposant aux notaires l'obligation de tenir leurs livres de comptabilité sur timbre, on placerait ces officiers ministériels dans une situation inférieure, au point de vue fiscal, à celle des commerçants : en effet, les livres de commerce ont été affranchis de l'impôt du timbre par l'article 4 de la loi du 20 juillet 1837, qui a ajouté, pour en tenir lieu, trois centimes au principal de la patente. Or, le notariat paie la patente et les centimes additionnels ; et, dans ces conditions, il ne peut supporter en outre l'impôt du timbre. D'ailleurs les notaires sont des fonctionnaires (1). Ils reçoivent leur autorité d'une délégation immédiate des pouvoirs publics, et leur corporation constitue un organisme à peu près semblable à une administration publique ; or, les registres des administrations publiques sont exempts de timbre, aux termes de l'article 16, § 2 de la loi de brumaire. Enfin, le produit présumé du droit de timbre, évalué à deux millions, représenterait, à raison de 9.000 notaires et d'après les évaluations du Ministre, une charge moyenne annuelle de près de 300 francs par étude. C'est là une taxe excessive et non proportionnelle, si l'on considère que l'importance des études n'est pas absolument en rapport avec le nombre des actes, et par suite, avec l'étendue de la comptabilité ; finalement, cette charge exagérée retomberait indirectement sur le client. Au surplus, les livres et registres des

(1) Art. 4. loi 25 vent. an XI.

agents de change et notamment le livre journal qu'ils doivent tenir en vertu de l'article 12 de l'arrêté du 6 prairial an X, ont été exemptés du timbre par une décision du Ministre des Finances du 31 janvier 1831 (J. E. 13108). Les agents de change étant des officiers publics au même titre que les notaires, on ne saurait soumettre ces derniers à un régime fiscal différent de celui des agents de change, qui, d'ailleurs, réalisent des bénéfices bien supérieurs à ceux des notaires. Tenant compte de toutes ces considérations, l'Administration n'a pas insisté pour la réclamation du droit de timbre sur les registres dont il s'agit.

Les notaires n'ont pas seulement l'obligation d'écrire leurs actes sur papier timbré ; ils sont astreints, dans l'emploi du papier timbré à la rédaction de leurs actes, à cinq règles principales, en dehors des prescriptions concernant le nombre des lignes et des syllabes :

1° Les papiers timbrés de la débite sont fournis aux notaires par l'Administration, c'est-à-dire par les receveurs ; les distributeurs auxiliaires commissionnés ne peuvent vendre les papiers timbrés qu'aux particuliers, à l'exclusion des officiers publics et ministériels (arrêté du 15 nov. 1864, Inst. 2295). Le notaire qui, au mépris de cette prohibition, aurait fait usage, pour la rédaction de ses actes, de papiers timbrés débités par un distributeur auxiliaire, après avoir gratté l'empreinte de la griffe spéciale, serait passible d'une peine disciplinaire, par appli-

cation de l'article 14 de l'ordonnance du 4 janvier 1843 (1);

2° L'article 21 de la loi de brumaire dispose que l'empreinte du timbre ne pourra être ni couverte d'écritures ni altérée; cette prohibition concerne aussi bien le timbre noir que le timbre sec (2). En cas de contravention, soit de la part d'un officier public, soit d'un particulier, l'amende est de 6 fr. 25 (art. 25, n° 2, loi brumaire, et 10 loi juin 1824). Quel est le motif de cette prohibition? Le législateur a voulu frapper tout procédé tendant à dénaturer la physionomie des empreintes, de telle manière qu'il deviendrait difficile de reconnaître si le papier n'est pas frappé d'un faux timbre. Par conséquent, lorsque des écritures ou des signes couvrent une empreinte de timbre, la contravention ne peut exister qu'autant que ces écritures ont amené l'altération prévue par la loi (D. M. F., 16 juin 1807, J. E. 2619). Le fait de couvrir le timbre sec ou le timbre noir de quelques lignes d'écriture ou de quelques chiffres ne serait pas incriminé;

3° Le papier timbré qui a été employé à un acte quelconque ne peut plus servir pour un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé (art. 22, L. brumaire). La contravention ne peut exister, en pareil cas, qu'autant qu'il y a eu un commencement d'acte: il faut qu'il existe un premier acte quelconque, même non achevé, à la suite duquel aurait été inscrit un autre acte sur la

(1) Toulouse, 27 sept. 1889, J. E. 24188.

(2) Cass. 4 juillet 1815, J. E. 5457.

même feuille timbrée (1). Quant au point de savoir d'une façon précise à l'aide de quel criterium on devra reconnaître que les inscriptions faites sur la feuille de papier timbré présentent le caractère d'un acte commencé et resté inachevé, il est impossible d'établir un principe et tout dépend des circonstances de chaque espèce. L'Administration distingue, en général, suivant qu'il y a eu réellement rédaction de deux actes, ou bien simplement rectification d'erreurs commises dans le libellé d'un seul et même acte. Si la seconde rédaction n'a été faite que dans le but de rectifier les erreurs que contenait la première, il ne peut y avoir de contravention (Délib. du 3 déc. 1816, J. E. 5615). Au contraire, il y aura contravention évidente si le papier timbré a été soumis à un lavage chimique destiné à faire disparaître les traces d'écriture dont il était revêtu. L'Administration n'a pas à établir, en pareille hypothèse, l'existence d'un acte ou d'un commencement d'acte ; il lui suffit de démontrer que le papier a été lavé. Le notaire qui contrevient à la loi de brumaire (art. 22) encourt une amende de 25 francs (art. 26, n° 5) (et art. 10, loi 16 juin 1824). L'amende ne serait que de 6 fr. 25 pour les particuliers.

4° Il ne peut être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre, sur la même feuille de papier timbré, à peine d'une amende de 25 francs contre les officiers

(1) Cass. 27 janvier 1836, S. 36. 1. 392.

publics et de 6 fr. 25 contre les particuliers, outre le droit de timbre (art. 23 et 26, L. 13 brumaire an VII, et 10, loi du 16 juin 1824). Sont exceptés de cette règle, en ce qui concerne les notaires, les inventaires, procès-verbaux et autres actes qui ne peuvent être terminés le même jour et dans la même vacation, (art. 23); les actes modificatifs du contrat de mariage qui doivent être rédigés à la suite de celui-ci, (C. Civ. 1397); et l'un des bordereaux d'inscription hypothécaire dont la représentation doit être faite au conservateur et qui peut être écrit à la suite de l'expédition du titre (C. Civ. 2148), ainsi que le certificat du conservateur (C. Civ. 2150). D'autre part, sont exceptées encore de la prohibition de l'article 23 défendant de faire ou d'expédier deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, les ratifications des actes passés en l'absence des parties; les quittances de prix de ventes et celles de remboursement de contrats, de constitution de rente ou d'obligation; cette disposition est toujours en vigueur pour les quittances authentiques; quant aux quittances sous seing privé, elles peuvent être écrites à la suite du titre, mais elles sont assujetties au timbre spécial de 0 fr. 10 (art. 18, loi du 23 août 1871). Il est dû d'ailleurs autant de timbres spéciaux qu'il y a de quittances. De même, les révocations soit de procurations soit de testament peuvent être faites à la suite de ces actes (décret du 18 juin 1812, art. 1). Enfin, les décharges de pièces, de titres ou de sommes déposés chez les notaires sont assi-

milées aux quittances de remboursement et doivent être écrites à la suite des actes de dépôt (D. M. F. 23 février 1826, J. E. 8304), de plus, il peut être donné quittance des honoraires d'un notaire à la suite ou en marge des minutes ou expéditions, car les actes notariés constituent des titres pour les honoraires de ces officiers publics (1).

Dans le même ordre d'idées il a été décidé que, dans le cas où un état de frais avait été rédigé sur papier timbré et suivi d'un avis du Président de la Chambre des notaires sur le montant de ces frais, cet avis peut, sans contravention, être écrit sur la même feuille de papier timbré que l'état de frais, attendu que, même depuis le décret du 16 février 1907, article 173, il paraît constituer une formalité préliminaire de la taxe conforme aux dispositions de l'article 51 de la loi du 25 ventôse an XII. La déclaration du Président n'est qu'une sorte de complément de l'état dressé par le notaire (2).

Enfin, la Cour de Cassation a reconnu qu'une obligation civile souscrite à ordre par acte notarié pouvait être cédée par voie d'endossement; par suite, est régulière, au point de vue du timbre, l'inscription de cet endossement sur la grosse de l'obligation cédée (3).

La contravention n'existe que si les écrits visés consti-

(1) Cass. 4 avril 1826, J. N. 5773 à 775.

(2) Sol. 20 déc. 1894, R. E. 900.

(3) Sol. 15 août 1881, R. P. 5966; et Cass. 8 mai 1878, R. P. 5272.

tuent réellement plusieurs actes, car la loi ne défend pas d'insérer dans un même contexte plusieurs conventions concernant différentes parties; en outre, il faut que le second acte ne soit pas une partie intégrante ou le complément du premier (1). Mais peu importe que l'officier public ait consommé sans profit le papier timbré, ou qu'il en ait, au contraire, fait un emploi utile pour la rédaction d'un acte; dans les deux hypothèses, il a épuisé son droit.

Mais, étant donné que la règle de l'article 23 ne s'applique que si un acte est suivi d'un autre acte inscrit sur la même feuille, il n'y a pas lieu à l'application de l'article 23 dans les hypothèses suivantes : l'acceptation d'une donation peut être régulièrement écrite à la suite de l'acte de donation passé antérieurement (2). On peut écrire sur le même acte un cahier des charges, la mise à prix, les dires et observations des parties, le jugement constatant la lecture et la publication du cahier et fixant le jour de l'adjudication, les enchères et l'adjudication, enfin la quittance des frais et autres pièces justificatives (Dél. 24 mai 1842, Inst. 1667); l'arrêté d'un compte de tutelle à la suite de l'acte de présentation du compte, attendu que la présentation et l'acceptation ne forment qu'un seul acte divisé en deux

(1) Cass. 24 mars 1829, Inst. 4282, par. 43; 5 nov. 1839, Inst. 1615, par. 12,

(2) Contra, Guingamp, 30 novembre 1847, D. 45, 3, 343 ;

sont soumis au droit fixe de 3 fr. 75 et doivent être répertoriés. S'ils renferment, dans leur contexte, l'expédition de la pièce compulsée, ils doivent être rédigés sur papier d'expéditions (1 fr. 80 ou plus). Enfin, la copie collationnée est celle délivrée et certifiée conforme par un officier public qui se dessaisit en même temps de l'acte qu'on lui a confié pour en obtenir une reproduction; cette copie constitue un certificat à porter au répertoire et à enregistrer au droit de 3 fr. 75; elle est en outre passible du timbre de dimension ordinaire, comme les autres actes notariés. En ce qui concerne l'application de l'article 23, ce texte ne visant que les actes et les expéditions, l'administration en a conclu qu'il ne s'étendait pas aux copies collationnées; un officier public peut donc comprendre dans une copie collationnée écrite sur une seule feuille de timbre plusieurs actes différents, alors que la copie de ces actes réunis constitue un acte nouveau, nécessaire, par exemple, pour arriver à la purge des hypothèques sur un même vendeur (1).

5° Les notaires ne peuvent, aux termes de l'article 24 de la loi du 13 brumaire an VII agir, dans un acte de leur ministère, en vertu d'un acte écrit non timbré; de plus, en vertu de l'article 13 de la même loi, tout acte fait en pays étranger ou dans les colonies où le timbre n'aurait pas encore été établi, doit être timbré avant qu'il

(1) Sol. 18 juillet 1854, Dalloz, *Code annoté de l'enr.*, n° 14.644.

puisse en être fait usage en France, notamment dans un acte public. La contravention à l'article 24 est punie d'une amende de 25 francs (art. 26, 5°, loi brum., et 10 loi du 16 juin 1824) ; mais la prescription contenue dans l'article 13 n'est sanctionnée par aucune pénalité : le notaire qui agit en vertu d'un acte étranger, ou venant des colonies, non timbré, est donc seulement tenu d'acquitter les droits de timbre dus sur cet acte, mais il n'encourt aucune amende personnelle, s'il a annexé à son acte la pièce non timbrée (1).

Par exception à la règle générale, on admet que l'article 13 de la loi du 16 juin 1824 autorise les notaires à présenter au visa pour timbre, en même temps qu'à la formalité de l'enregistrement les actes sous seings privés annexés et non revêtus du timbre ; c'est une extension, justifiée, d'une règle qui semblait n'avoir été écrite que pour accorder aux notaires des facilités relatives à l'enregistrement des actes sous seings privés en vertu desquels ils agissent. Dans cette hypothèse, le notaire doit faire l'avance des droits et amendes de timbre exigibles, mais sa responsabilité prend fin dès que la formalité a eu lieu. Toutefois, l'article 23 de la loi du 24 mai 1824 défend aux notaires de protester un effet négociable ou de commerce non écrit sur papier du timbre prescrit, ou non visé pour timbre, sous peine de supporter personnellement une

(1) Cass. 8 mai 1882, D. 82. 1. 42 ; Sol. 1^{er} février 1897, R. E. 1703.

amende de 25 francs et d'être tenu, en outre, de consentir l'avance des droits et amendes exigibles sur l'effet en contravention.

Comme sanction de la règle formulée par l'article 24, une loi du 5 juin 1850 (art. 49) est venue prescrire qu'un acte ou écrit sujet au timbre et non enregistré ne peut être mentionné dans un acte authentique sans que le notaire rédacteur soit tenu de déclarer expressément si l'écrit est revêtu du timbre prescrit, et d'énoncer le montant du droit de timbre payé, à peine d'une amende de 12 fr. 50 par chaque contravention.

Toutefois, les règles portées dans les textes précités comportent des exceptions :

a) Les notaires échappent à la pénalité de l'article 49 lorsqu'ils se sont trouvés dans l'impossibilité matérielle de faire la déclaration prescrite. Tel est le cas pour les actes publics passés à l'étranger (Saint-Lô, 29 août 1855, J. N., 15628), ou anéantis, pour les billets négociables en circulation (1), ou pour les actes détenus par un tiers et dont il n'a pas été au pouvoir de l'officier public d'obtenir la représentation :

b) Les notaires sont dispensés d'insérer l'indication relative au paiement des droits de timbre sur les actes qu'ils énoncent dans les inventaires, comptes, partages et autres actes simplement déclaratifs, ainsi que dans les testa-

(1) Périgueux, 23 mars 1865, J. N. 48.268.

ments. C'est une exception absolument analogue à celle que comporte l'application des articles 41 et 42 de la loi de frimaire.

c) En ce qui concerne les titres négociables, qui, pour la plupart, acquittent le droit de timbre par abonnement, et les polices d'assurances contre l'incendie ou sur la vie, qui sont soumises obligatoirement à une taxe d'abonnement, et pour lesquelles l'apposition du timbre est remplacée par un avis inséré au *Journal Officiel*, la mention du droit de timbre payé n'est pas non plus exigée pour l'énonciation de ces titres dans les actes notariés. Mais la mention serait nécessaire relativement aux actions et aux obligations françaises timbrées au comptant, au droit de 1 fr. 20 0/0, ou de 0 fr. 60 0/0 des dites actions, suivant que la durée de la Société excède ou non 10 ans, et au droit de 1 fr. 20 0/0 du montant des titres d'obligations, (art. 14 et 27, loi du 5 juin 1850). L'énonciation du paiement du droit de timbre serait encore indispensable dans tous les actes authentiques se référant à des polices d'assurances souscrites à une Compagnie étrangère n'ayant pas de représentant responsable en France ; à des polices d'assurances contre la grêle, les inondations ou la mortalité du bétail, pour lesquelles l'abonnement au timbre est facultatif, et à des polices d'assurances maritimes ou à leurs avenants, qui sont assujettis au timbre de dimension au comptant.

En résumé, les obligations des notaires, quant aux

polices d'assurances, sont les suivantes : l'article 49 de la loi du 5 juin 1850, qui prescrit l'énonciation du montant des droits de timbre, n'est pas applicable aux contrats d'assurance contre l'incendie et sur la vie, parce qu'ils sont soumis à une taxe de timbre obligatoire; ni aux polices d'assurances contre les accidents du travail prévus par les lois du 9 avril 1898 et du 12 mars 1906, attendu qu'elles sont dispensées de la taxe annuelle du timbre comme du droit d'enregistrement; mais, en dehors de ces exceptions, l'article 49 doit être strictement observé.

Quelle est la sanction de la responsabilité des notaires à raison de l'inobservation de l'article 49? — Si l'acte ou écrit mentionné par lui ne lui a pas été confié pour être annexé, il observe suffisamment la règle légale en insérant sur sa minute la mention prescrite par l'article 49, ou en déclarant que l'écrit visé n'est pas timbré. Mais, à défaut de représentation matérielle de l'acte en contravention, la constatation par l'officier public que l'acte en vertu duquel il agit est écrit sur papier insuffisamment timbré n'autorise pas l'Administration à réclamer le supplément de droit de timbre et l'amende qui seraient exigibles si la contravention était régulièrement établie. L'aveu même des parties, dans une pétition transmise à l'Administration, ne peut suppléer à la représentation matérielle de l'écrit (1). Il est, en effet, de principe que, sauf en matière

(1) D. M. F. 8 avril 1896, R. E. 4.153.

de protêts et de titres étrangers, les notaires ne sont responsables du paiement des droits et amendes de timbre que si les actes ou écrits mentionnés par eux leur sont confiés pour être annexés.

Mais, si la mention imposée par l'article 49 est omise, l'acte en vertu duquel il agit, étant présumé timbré jusqu'à preuve contraire, l'amende de 12 fr. 50 est seule encourue. Si, par la suite, il était démontré que cet écrit n'est pas timbré, il n'y aurait plus lieu d'appliquer l'article 49 de la loi de 1850, mais bien l'article 24 de la loi de brumaire, et la seule amende encourue serait celle de 25 francs édictée par ce dernier texte. D'ailleurs, si, conformément à ces principes, l'amende de 12 fr. 50 avait d'abord été seule exigée, puis que les circonstances démontrent la nécessité de réclamer l'amende de 25 francs, il y aurait lieu d'admettre l'imputation de l'amende primitivement payée. Il est dû, en outre, autant d'amendes qu'il y a d'écrits énoncés dans l'acte notarié sans mention de timbre (1).

Il est possible qu'un officier public déclare faussement, en vue d'éviter aux parties le paiement du droit de timbre, que l'acte qu'il mentionne est timbré. Dans ce cas, si l'Administration rétablit la vérité, il y a contravention non plus à l'article 49 de la loi de 1850, mais à l'article 24 de la loi de brumaire ; il y a en réalité usage par l'officier

(1) Seine, 23 novembre 1861, J. E. 47.436.

public d'un acte non timbré et l'Administration est fondée à réclamer l'amende de 25 francs par application de l'article 24 de la loi de brumaire.

VI. — Les notaires doivent observer avec soin l'article 5 de la loi du 28 décembre 1893, en vertu duquel nul ne peut énoncer, dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, autre qu'un inventaire, lorsqu'ils n'ont pas été préalablement timbrés au droit spécifié par l'article 8 de la même loi ; 1^o des titres de rente, emprunts et autres effets publics des Gouvernements étrangers ; 2^o des titres d'actions ou d'obligations émis par des Sociétés étrangères qui n'acquitteraient pas la taxe d'abonnement ; tout acte ou écrit public ou sous seing privé qui énoncera l'un de ces titres devra indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre, ainsi que le montant du droit de timbre payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen soit du timbre extraordinaire soit d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé.

La loi de 1893, confirmant les règles déjà posées par celles du 30 mars 1872 ne fait qu'appliquer aux titres étrangers le principe général écrit dans la loi du 13 brumaire, an VII, qui rattache l'exigibilité du droit de timbre sur les actes passés à l'étranger au fait de leur usage en France.

Le législateur a pensé que l'énonciation de titres étrangers dans un acte passé en France était, le plus souvent, un indice certain de leur circulation sur le marché fran-

çais, et il a érigé cette présomption en présomption irréfragable. Quel que soit son objet et quelle que soit sa forme, toute énonciation faite dans un acte ou écrit quelconque, donne ouverture à l'impôt. Peu importe que la personne qui est partie à l'acte ait ou non les titres en sa possession (1). Les parties qui énoncent dans des actes des titres étrangers qu'elles ne peuvent matériellement représenter sont, en effet, admises à déclarer le détail de ces titres au Bureau du timbre extraordinaire en vue de payer les droits.

La seule exception apportée à la rigueur de la loi concerne les inventaires. S'il est permis au notaire d'énoncer dans un inventaire des titres étrangers non timbrés sans encourir de contravention, la raison de cette exception tient, non pas au caractère purement déclaratif de ce document (car les partages et les contrats de mariage ne bénéficient pas de la même immunité), mais à la nécessité d'assurer la sincérité des opérations de l'inventaire, qui a pour objet de décrire les forces actives et passives d'une succession. « Le notaire qui y procède ne sait pas quels titres il trouvera sous les scellés, et il importe aux parties, dont la loi a voulu respecter l'intérêt, que ce notaire ne soit pas amené à dissimuler l'existence des titres pour éviter le droit de timbre, ou à surseoir à ses opérations afin de présenter les titres au timbrage ». (Traité des

(1) Cass. 31 mars 1886, D. 86, 1, 539, J. E. 22.640.

actions et des obligations quant à leur régime fiscal, par M. Primot, 1891, n° 1163). Le régime de faveur établi au profit des inventaires a été appliqué aux procès-verbaux d'interrogatoire sur faits et articles (1). On assimile encore aux inventaires, à ce point de vue, les états de mobilier déposés par les héritiers au bureau pour le paiement des droits de succession.

Mais il a été décidé qu'il n'y avait pas lieu de déroger à la règle générale au sujet des procurations données par les propriétaires d'actions d'une Société étrangère pour se faire représenter à la liquidation de cette Société (Gaillac, 16 déc. 1896, J. E. 25133). Même les actes constatant le dépôt de titres étrangers dans une banque française, et, par suite, semble-t-il, le retrait de ces titres, tombent sous l'application de l'article 5 de la loi de 1895 (2).

En cas d'inobservation de ce texte, les parties encourent une amende de 5 0/0 en principal de la valeur nominale des titres énoncés dans des actes. En aucun cas l'amende ne peut être inférieure à 100 francs en principal; et toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. De plus, le notaire contrevenant demeure responsable des droits de timbre et est en outre passible personnellement d'une amende de 125 francs. L'amende encourue personnellement par le notaire est toujours unique, quel que soit le nombre des titres compris dans

(1) Sol. 3 décembre 1898, R. E. 2.200.

(2) Sol. 3 octobre 1898, R. E. 1962.

l'acte rédigé par lui ; de même, en ce qui concerne les actes notariés passés en double minute, une seule amende est encourue. Enfin l'amende est exigible, alors même qu'il serait ultérieurement constaté, par la représentation des titres ou la production d'une copie de l'article de recette, que les droits de timbre ont été acquittés ; bien entendu la réclamation ne subsiste alors que pour la pénalité (1).

Dans la pratique, pour l'exécution des règles contenues dans l'article 5 de la loi de 1895, il convient de distinguer entre les titres de fonds d'États étrangers et les titres d'actions et obligations étrangères. Les premiers titres n'étant jamais admis à l'abonnement, à la différence de ceux des Sociétés étrangères, et ne pouvant être négociés en France sans acquitter un droit de timbre au comptant fixé à 1 0/0 (art. 13, loi du 13 avril 1898), la mention relative au paiement du droit de timbre devra toujours être insérée dans les actes, à moins qu'il ne s'agisse d'emprunts qui ne sont pas constatés par des écrits formant titre au profit du porteur contre l'État débiteur (il en est ainsi des consolidés Anglais et des inscriptions nominatives de la rente hollandaise). Quant aux titres d'actions ou d'obligations étrangères, la mention de l'acquittement du droit de timbre ne devra être reproduite que si les valeurs visées ne sont pas soumises à la taxe d'abonnement. D'une façon

(1) Maguéro, *Tr. alph.*, v^o Valeurs mobilières étrangères, n^o 153.

générale, toutes les actions et obligations étrangères qui sont admises à la cote de la bourse sont timbrées par abonnement (0 fr. 06 0/0); quant aux valeurs non cotées, elles sont publiées dans les listes insérées au *Journal officiel*, le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année (art. 11, décret du 17 juillet 1857 et 8 du 22 juin 1878).

Bien entendu, il ne suffit pas, pour satisfaire au vœu de la loi de 1893, d'indiquer que les titres énoncés dans les actes ont été régulièrement timbrés; il est nécessaire de reproduire les mentions justificatives du droit payé, ou figurant dans l'empreinte du timbre apposé.

Bien que l'impôt du timbre ait envahi depuis plus d'un siècle à peu près tous les actes de la vie civile des particuliers, il y a des documents qui peuvent être écrits sur du papier affranchi du timbre :

1^o Il y a d'abord des actes visés pour timbre en débet ; ce sont tous ceux qui concernent des personnes pourvues de l'assistance judiciaire (art. 2, loi du 10 juillet 1901. Inst. 3060, § 4).

2^o Il y a des actes qui doivent être visés pour timbre gratis : Ce sont : les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique (loi du 3 mai 1841) ; les actes concernant les indigents ; cette dispense s'applique aux actes de notoriété, de consentement, de reconnaissance d'enfant naturel dont la production est nécessaire pour le mariage des indigents (loi du 10 décembre 1850, art. 4) ; les actes nécessaires pour la rectification des actes de l'état civil

des indigents (loi du 25 mars 1817, art. 75) profitent de la même immunité, ainsi que les actes respectueux (loi du 20 juin 1896, art. 6). Les actes qui profitent de cette dispense doivent mentionner qu'ils ont été délivrés pour cause d'indigence ; il ne peut en être fait usage dans un acte public autrement que pour le but en vue duquel ils jouissent de l'exemption des droits, sous peine d'une amende de 25 francs (art. 7, loi de 1850). La gratuité du timbre n'est accordée qu'aux personnes qui justifient d'un certificat d'indigence délivré par le commissaire de police ou par le maire, et visé par le juge de paix du canton (art. 6 de la loi de 1850).

Sont encore visés pour timbre gratis les certificats, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, (art. 52) ; les certificats, actes de notoriété et autres pièces relatifs à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse (art. 11, loi du 18 juin 1850 et 24, loi du 20 juillet 1886). La même dispense existe pour les obligations, reconnaissances et tous actes concernant l'administration des Monts-de-Piété (art. 8, loi du 24 juin 1851) ; pour les actes intéressant les Sociétés de secours mutuels approuvées, (art. 11, décret du 26 mars 1852 et 19, loi du 1^{er} avril 1898) ; pour les certificats, actes de notoriété et autres pièces relatifs à la Caisse d'assurance en cas de décès et en cas d'accident résultant de travaux agricoles et industriels (art. 19, loi du 11 juillet 1868) ; pour tous les actes inté-

ressant les Caisses de retraite et de secours des ouvriers mineurs (art. 13, 20 et 27 de la loi du 29 juin 1894) ; pour les actes des syndicats professionnels régulièrement constitués qui prévoient dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs adhérents, (art. 19 et 40, loi du 1^{er} avril 1898) ; d'autre part, les certificats de propriété et actes de notoriété, exigés par les Caisses d'Épargne pour effectuer le remboursement, le transfert ou le renouvellement des livrets appartenant à des titulaires décédés ou déclarés absents ; il importe d'indiquer expressément la destination de l'acte pour bénéficier de l'exonération, laquelle s'applique d'ailleurs, sans distinguer, à la Caisse Nationale d'Épargne, comme aux caisses d'Épargne ordinaires, (art. 23 et 25, loi du 20 juillet 1895).

Les titres ou expéditions à produire pour le remboursement ou la conversion des rentes sur l'État sont dispensés également du paiement des droits de timbre, (art. 12, loi du 17 janvier 1894). La même immunité s'applique aux actes de constitution des Sociétés, dûment approuvées par le Ministre du Commerce, ayant pour objet de faciliter l'acquisition ou la location d'habitations à bon marché (art. 11, loi du 30 nov. 1894, et 1, loi du 31 mars 1896).

3° Il y a des actes qui sont expressément dispensés à la fois de l'impôt et de la formalité du timbre, de sorte qu'ils peuvent être annexés à des actes notariés sans qu'aucun droit ou qu'aucune amende puissent être exigés : il en est

ainsi pour : 1°) Les actes du Gouvernement et des Chambres, (art. 16 — 1, de la loi de brumaire ;) 2° Les minutes de tous les actes de l'administration publique en général ; quant aux expéditions, elles ne peuvent être délivrées aux particuliers que sur timbre, sauf quand elles sont réclamées par des indigents (art. 16, 1, loi brumaire et 80, loi du 15 mai 1818) ; 3° Les certificats de vie délivrés aux légionnaires, aux pensionnaires des armées de terre et de mer, de l'administration des douanes, aux agents subalternes retraités des forêts, à leurs veuves ou à leurs orphelins (art. 16, loi brumaire) ; 4° Les copies de testament fournies à l'Administration par un notaire relativement aux demandes présentées par les Établissements publics, en vue d'obtenir l'autorisation d'accepter les legs en leur faveur (déc. 1^{er} fév. 1896, art. 1 et 5, R. E. 1106) ; les certificats de contrat de mariage délivrés par le notaire rédacteur du contrat, (C. Civ. art. 1394). 5° Les procurations notariées que font dresser des déposants désireux de donner à un tiers mandat de toucher en leur nom les sommes versées par eux aux Caisses d'Épargne, (art. 20 et 21, loi du 9 avril 1881) ; enfin : 6° les contrats de louage d'ouvrages individuels et collectifs passés entre les chefs d'industrie et leurs employés sont affranchis du timbre (art. 2, loi du 20 juillet 1890).

CHAPITRE VII

OBLIGATION POUR LES NOTAIRES DE TENIR UN RÉPERTOIRE

On entend par « Répertoire » une sorte de registre sur lequel les officiers publics ou ministériels sont tenus d'inscrire, d'une façon sommaire et dans leur ordre chronologique, tous les actes qu'ils reçoivent. La tenue du répertoire a été imposée aux notaires dans un double but : d'abord, pour prévenir les antedates et assurer la conservation des actes ; ensuite, dans un intérêt fiscal, afin de permettre aux agents de l'enregistrement de s'assurer que tous les actes ont été soumis à la formalité dans le délai légal (1). Le répertoire peut même servir à établir l'existence et la date des actes non enregistrés (art. 1336) et à suivre le recouvrement des amendes encourues pour défaut d'enregistrement de ces actes (2).

Cependant, lorsqu'un acte est répertorié à une date autre que celle figurant sur le répertoire comme étant celle

(1) Dalloz, *Rep.*, G^{al}., v^o Enreg., n^o 5.269, *Dic. du Not.* v^o Répertoire, n^o 6.

(2) Cass. 20 octobre 1810, J. E. 3.769.

de la rédaction de l'acte, d'après le registre de l'enregistrement, l'Administration prescrit de ne pas relever de contravention, à défaut de production de l'acte, attendu que ce registre ne fait pas une preuve absolue de ses énonciations.

D'autre part, si des actes antérieurs au visa du répertoire par le receveur ont été inscrits seulement après ce visa, l'omission est suffisamment établie (à moins d'erreur commise dans l'indication de la date de l'acte (1)).

Aux termes de l'article 49 de la loi de frimaire, les notaires sont tenus, à peine d'une amende de 5 francs par omission, d'inscrire, jour par jour, sans blanc ni interligne, et par ordre de numéros, tous les actes qu'ils reçoivent, même ceux qui sont passés en brevet, sur un répertoire visé, coté et paraphé par le président du Tribunal civil (Cf. 29 et 30, loi du 25 ventôse an 11, et art 10, loi du 16 juin 1824). Cette disposition est applicable même aux actes exempts d'enregistrement, à moins qu'ils ne soient également dispensés, par une disposition spéciale, de l'inscription au répertoire (Rutgeerts, Comm. de la loi du 25 vent. an XI, n° 851).

Chaque article du répertoire doit contenir : 1° son numéro ; 2° la date de l'acte ; 3° sa nature ; 4° les noms et prénoms des parties et leur domicile ; 5° l'indication des biens, leur situation et le prix, lorsqu'il s'agit d'actes ayant pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens

(1) Maguéro, V^o Répertoire, n° 4 et Notes 1 et 2.

immeubles ; 6° la relation de l'enregistrement. L'absence d'une ou de plusieurs de ces indications ne constitue qu'une irrégularité réparable ; notamment le défaut de cote et de paraphe du répertoire doit être simplement signalé par le receveur au Procureur de la République et ne rend exigible aucune amende (Inst. 486). La circonstance qu'aucun acte n'aurait été reçu pour le semestre ne dispense pas le notaire de l'obligation de tenir le répertoire et de le présenter aux époques fixées au visa du receveur (1). L'inscription des actes des notaires à leur répertoire constitue pour ces officiers ministériels une charge de leur profession, et ils ne sont pas fondés à réclamer des émoluments supplémentaires aux parties pour l'accomplissement de la formalité, ni même à se faire rembourser le coût du timbre employé (2).

En ce qui concerne la tenue des répertoires, les notaires sont tenus à deux règles fondamentales : 1° la règle de l'inscription des actes jour par jour ; 2° l'obligation d'inscrire les actes sur le répertoire sans blanc ni interligne.

Il y a toutefois des documents qui sont dispensés de l'inscription au répertoire, tels sont : 1° Les certificats de contrat de mariage délivrés en exécution de l'article 1394 (*Dict. du Not.*, v° Répertoire, n° 60) ; les certificats de dépôt des extraits de demandes et jugements en séparation de biens et ceux des extraits de contrats de mariage des com-

(1) D. M. F. 28 juin 1822, J. E. 7.413.

(2) Cass. Req. 16 avril 1894, R. E. 712.

merçants, car ces documents ne constituent pas des actes proprement dits (J. E. 7541) ; les certificats d'identité délivrés soit pour le transfert des rentes sur l'État, soit pour l'expédition des dépêches télégraphiques (loi du 29 nov. 1850, art. 5, *Dict. du Not.*, v^o Répertoire, n^{os} 58 et 59) ; les demandes d'origine, c'est-à-dire les demandes spéciales adressées au Directeur de la dette inscrite ou au premier Président de la Cour des comptes, pour établir de quelle façon, par exemple avant ou pendant une communauté, une personne est devenue propriétaire d'un titre de rente ; cette demande d'origine, si elle émane d'un notaire, ne constitue pas un acte à répertorier, parce que le notaire est réputé avoir agi comme conseil plutôt que comme officier ministériel (1) ; sont encore exempts de l'inscription au répertoire les états d'effets mobiliers annexés aux contrats de donation, en vertu de l'article 948 (2) ; et enfin les extraits, expéditions ou grosses délivrés par un notaire à titre quelconque (*Dic. du Not.*, v^o Répertoire, n^{os} 38 et 39). Pour tous les autres actes, l'inscription au répertoire est prescrite aux notaires sous peine d'amende ; il en est ainsi même des cahiers des charges, pourvu qu'ils constituent un acte distinct de l'adjudication.

La règle de l'inscription des actes jour par jour a suscité des difficultés dans certaines hypothèses :

(1) Maguéro, *Tr. alph.* V^o Dette publique, n^o 33.

(2) D. M. F. 24 avril 1810, J. E. 3.798.

a) Les actes concernant les communes, départements ou établissements publics, sans distinguer suivant qu'ils sont ou non soumis à l'approbation de l'autorité supérieure, doivent être portés au répertoire le jour même de leur rédaction, sauf au notaire à ajouter à l'inscription pour ceux de la première catégorie la mention « *soumis à l'approbation du Préfet* » et à indiquer ultérieurement en marge la date du jour où cette approbation lui est parvenue. (Inst. 290, n° 3, 386, n° 6 et 561.

b) Les actes à vacations sont inscrits à la date de la première vacation, sauf à indiquer, à la suite, les dates des vacations ultérieures. Il en est ainsi notamment pour les inventaires et pour les ventes publiques de meubles.

c) Lorsqu'un acte à plusieurs dates est parfait, à sa première date, pour une seule des conventions qui y sont contenues, il doit être répertorié à cette date, et il est inutile de le répertorier à nouveau à la date où il a été complété sur un autre point. Un acte à deux dates, même ne constatant qu'une convention, peut être inscrit au répertoire sous la première de ces deux dates, bien qu'il ne soit devenu parfait qu'à la seconde ; mais, s'il était inscrit à une date intermédiaire, par exemple, si, daté du 12 ou du 25, il était répertorié à la date du 15, il se trouverait en contravention (Inst. 2458, par. 5).

d) L'acte notarié imparfait, c'est-à-dire non rédigé conformément aux prescriptions de la loi de ventôse, ne vaut que comme acte sous seing privé et n'est pas soumis

obligatoirement à l'inscription au répertoire, (Maguero, v^o Répertoire, n^o 40).

e) Les actes en double minute doivent être inscrits sur chaque répertoire de chacun des notaires rédacteurs (Pithiviers, 25 nov. 1857; J. E. 16663).

f). Les testaments authentiques sont répertoriés à leur date; les testaments mystiques sont inscrits à la date de l'acte de suscription: quant aux testaments olographes, lorsqu'ils ne donnent pas lieu à la rédaction d'un acte de dépôt (art. 43, L. frim.), le notaire n'a pas à faire mention de leur dépôt sur son répertoire (dans la pratique cependant cette mention est écrite pour ordre). Lorsque le dépôt du testament est ordonné par le Président du Tribunal, le testament est répertorié le jour où l'ordonnance a été rendue, si la remise a eu lieu et si le notaire en a donné décharge ce jour même, (1) sinon le jour de la remise réelle, constatée le plus souvent par un acte de dépôt.

g). Quand un notaire supplée un notaire empêché, il doit inscrire l'acte qu'il reçoit en cette qualité non seulement sur le répertoire de son collègue, mais encore sur le sien; mais le notaire qui gère une étude privée momentanément de titulaire n'est pas tenu d'inscrire sur son propre répertoire les actes qu'il reçoit pour le compte de son collègue; il en est de même du notaire prêtant son ministère

(1) Cass. 21 octobre 1896, S. 97, 1. 148, D. 97, 1. 193.

pour des actes auxquels il n'intervient qu'en qualité de notaire en second.

La règle de l'inscription des actes jour par jour sur le répertoire est manifestement violée, si un acte a été porté avant d'autres actes d'une date antérieure : la conclusion à en tirer, c'est que ces derniers n'avaient pas été répertoriés à leur date, et il est dû autant d'amendes qu'il existe d'actes irrégulièrement répertoriés, (Rouen, 20 mars 1862, J. E. 17689). D'ailleurs, au cas où la date assignée à un acte sur le répertoire ne concorderait pas avec celle mentionnée sur cet acte, celle-ci devrait seule être prise en considération et l'Administration serait fondée à en tenir compte pour relever les amendes exigibles (Dict. du Not., v^o Répertoire, n^{os} 90 et 91). D'ailleurs, si un notaire changeait la date de son acte pour éviter une amende du répertoire, il s'exposerait, même s'il s'était muni du consentement formel des parties, à une sanction disciplinaire (1).

L'omission d'un acte serait encore suffisamment établie par son inscription tardive à la suite d'actes postérieurs ; (mais, dans ce cas, une seule amende serait encourue) ; ou encore par l'inscription, postérieure au visa trimestriel du receveur ou au visa d'un employé supérieur, d'actes antérieurs en date à ce visa. Enfin, dès qu'un registre servant au répertoire est terminé, les actes doivent être inscrits

(1) C. Agen, 16 août 1854, S. 54. 2. 571, D. 56. 2. 169.

immédiatement sur un nouveau répertoire dûment coté et paraphé; si l'officier public néglige de présenter ce nouveau répertoire au visa du receveur, une seule amende est encourue pour défaut de présentation du répertoire au visa trimestriel, et les actes portés sur le répertoire nouveau ne sont pas à considérer comme tardivement inscrits.

Quant à la règle obligeant les notaires à inscrire leurs actes sur le répertoire sans blanc ni interligne, elle entraîne cette conséquence que les intercalations ou interlignes sont passibles des mêmes amendes que les omissions, et qu'il est dû autant d'amendes de 6 fr. 25 qu'il existe d'articles en interligne. D'ailleurs l'intercalation résultera de ce que plusieurs actes sont portés dans un espace insuffisant pour leur inscription normale ou encore de l'interruption des numéros d'ordre; mais, les pénalités étant de droit étroit, les irrégularités telles que les doubles emplois, les ratures, les surcharges, l'erreur dans les numéros, sont affranchis de toute pénalité; de même les grattages et les lavages échappent à toute amende, sauf s'ils ont servi à dissimuler une interpolation ou une omission d'acte; seulement il y a là des irrégularités susceptibles d'être signalées au Ministère public.

Le notaire ne pourrait invoquer aucun motif, ni sa bonne foi, ni une absence, ni une maladie pour s'exonérer des amendes encourues par la tenue du répertoire, lesquelles ne se prescrivent que par deux ans, à compter de

la présentation du répertoire au visa, (loi du 16 juin 1824, art. 14).

Les répertoires qui sont ainsi imposés au notaire doivent être établis sur timbre de dimension (art. 12, loi du 13 brum., an VII), (dont les frais sont à la charge des officiers ministériels), sous peine d'une amende de 25 francs (art. 10, loi du 16 juin 1824); les notaires sont, d'ailleurs, libres de choisir, parmi les diverses dimensions du papier timbré dont ils doivent s'approvisionner directement chez le receveur, celle qui leur paraît la plus avantageuse (1). Les différentes indications nécessaires pour servir d'entête aux colonnes du répertoire peuvent altérer l'empreinte du timbre sans donner lieu à aucune amende (2). En outre, il n'existe aucune règle limitative du nombre des lignes et des syllabes qui peuvent être écrites sur le répertoire. Enfin, en cas de perte, le répertoire ne pourrait être recommencé que sur papier timbré. Le répertoire est tenu en double et le double, qui est également rédigé sur timbre, doit être la copie exacte, fidèle et littérale de l'original.

Dans leurs rapports avec la justice et l'enregistrement, les notaires sont, en ce qui concerne leur répertoire, soumis à trois règles : 1° Ils sont tenus de déposer, dans les deux premiers mois de chaque année au greffe du Tribunal

(1) *Dic. du Not.* V^o Répertoire, n^o 248 et 249.

(2) D. M. F. 26 mai 1820, J. E. 6.865.

Civil de leur arrondissement, un double, par eux certifié, du répertoire des actes qu'ils ont reçus dans le cours de l'année précédente, à peine d'une amende de 10 francs, quelle que soit la durée du retard, laquelle est prononcée par le Tribunal civil sur les poursuites du Ministère public (art. 16, loi du 29 sept., 6 oct. 1791 ; art. 2, loi du 16 floréal, an IV, et 10, loi du 16 juin 1824). Le délai de deux mois à partir du 1^{er} janvier de chaque année accordé aux notaires pour effectuer au greffe du Tribunal de l'arrondissement, le dépôt du double de leur répertoire, ne peut être prorogé au 1^{er} mars, même si le dernier jour de février est un jour férié (1). La Cour de Dijon semble, à ce point de vue, avoir rendu un arrêt critiquable, en ce qu'elle qualifie le délai fixé pour le dépôt du double du répertoire de délai d'enregistrement et non de procédure : or, la règle constante des délais d'enregistrement c'est qu'en toute hypothèse, et même quand ils se comptent par mois, ils sont prorogés au lendemain, lorsque le dernier jour du délai est férié, (loi du 22 frim., an VII, art. 25).

Les notaires se mettent en règle avec la loi de 1791 en obtenant du greffier du Tribunal civil un certificat constatant le dépôt du double de leur répertoire. Une surveillance est exercée à cet égard par le receveur de l'enregistrement près le Tribunal civil, qui est tenu de s'assurer

(1) D. Rép. V^o Enregistrement, n^o 5.319 ; C. Dijon, 28 juillet 1897, *Gaz. Pal.* des 4-7 septembre 1897, R. E. 1585.

sous sa responsabilité du dépôt des titres et répertoires.

A la différence du visa trimestriel de l'enregistrement, l'obligation de déposer les doubles des répertoires, n'existe plus s'il n'a été passé aucun acte dans l'année écoulée.

C'est le notaire rédacteur des actes qui est tenu de déposer au greffe le double du répertoire où sont inscrits les actes qu'il a reçus, et cette obligation subsiste à sa charge alors même qu'il aurait été remplacé ou qu'il aurait changé de résidence au cours de l'année (1).

2° et 3° au regard de l'enregistrement, les notaires sont tenus : *a)* De communiquer leur répertoire à tout préposé de l'Administration qui en fait la demande, sous peine d'une amende de 10 francs, en cas de refus (art. 52, L. frimaire, et 10, L. 16 juin 1824). Le refus de communication est constaté, le cas échéant, par un procès-verbal dressé par le préposé de l'enregistrement assisté du maire ou de l'adjoint.

b) De présenter leur répertoire au visa du receveur de leur résidence dans les dix premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre de chaque année ; le receveur les vise et énonce dans son visa le nombre des actes inscrits (loi du 22 frimaire an VII, art. 51, loi du 5 juin 1850, art. 44). A la différence du dépôt du double du répertoire au greffe, cette prescription doit être observée, alors même qu'aucun acte n'aurait été passé au cours d'un

(1) Maguéro, V° Répertoire, n° 77 et 78.

trimestre (1), d'autre part, si le dernier jour du délai est férié, les répertoires peuvent n'être présentés au visa que le lendemain (Sol. 2 sept. 1814, J. E. 4903). Le défaut de présentation du répertoire au visa trimestriel dans le délai légal rend le notaire passible d'une amende de 12 fr. 50 (art. 51, L. frimaire et 10, L. 16 juin 1824), quelle que soit la durée du retard.

Le notaire doit soumettre au visa tous les répertoires où sont inscrits les actes reçus jusqu'à ce jour, et même ceux qui auraient été récemment commencés (2). Quand un notaire change de résidence au cours d'un trimestre et passe de l'arrondissement d'un bureau dans un autre, il doit présenter aux deux receveurs le répertoire où sont inscrits les actes passés dans son étude pendant le trimestre (J. E. 5170). Le notaire qui succède à un prédécesseur démissionnaire ou décédé est tenu de soumettre au visa le répertoire contenant les actes reçus pendant le trimestre par l'officier ministériel qu'il remplace. De même, quand une étude est supprimée au cours du trimestre, c'est à celui des autres notaires du canton qui profite le plus de la suppression à faire viser le répertoire portant les actes de ce trimestre.

Le receveur est tenu de viser les répertoires le jour même du dépôt ; il doit s'abstenir de les conserver plus de 24 heures, ou de consigner sur ces documents des obser-

(1) Cass. 31 janvier 1814, S. 14. 1. 211 ;

(2) Sol. 25 juillet 1867, R. P. 2576.

vations particulières portant sur les contraventions constatées. Si le receveur omettait d'inscrire le visa sur son registre (c'est le principal registre du bureau qui est destiné à cet usage), l'officier public n'encourrait aucune amende, mais le receveur serait passible d'une blâme disciplinaire.

CHAPITRE VIII

DU DROIT DE COMMUNICATION EXERCÉ CHEZ LES NOTAIRES PAR LES AGENTS DE L'ENREGISTREMENT

Le droit de communication exercé par les préposés de l'enregistrement consiste dans la représentation de certains registres, actes ou documents par les personnes qui en sont légalement dépositaires. Les agents doivent en faire usage comme moyen de contrôle efficace pour assurer l'exécution des lois fiscales et l'application de tous les impôts dont la perception est confiée à l'Administration ; mais ils excèderaient leurs droits et commettraient un véritable abus, s'ils s'en servaient dans leur intérêt personnel.

La communication est due à tous les préposés, commissionnés, et assermentés de l'enregistrement, par conséquent, même au conservateur des hypothèques et aux surnuméraires, mais non aux receveurs rédacteurs, ni aux agents de la Direction générale, car ils ne sont ni commissionnés ni assermentés ; elle ne peut davantage être exigée par les inspecteurs des finances, car ces fonction-

naires sont absolument en dehors du cadre de l'enregistrement (Maguéro, v^o Communication, n^o 8). En ce qui concerne l'exercice du droit de communication chez les notaires, les préposés n'ont pas seulement pour mission de s'attacher à la recherche des droits d'enregistrement et de timbre dus au Trésor; ils doivent également surveiller l'ordre et la conservation des minutes dans les dépôts publics (1).

Mais, si les agents ont le devoir de constater par des procès-verbaux des contraventions donnant ouverture à des amendes, et de signaler dans des relevés les irrégularités d'une autre nature, ils ne sont pas autorisés à adresser des remontrances aux notaires à raison des abus qu'ils remarquent.

La communication doit se faire dans l'étude même. Les préposés doivent s'y transporter toutes les fois qu'ils veulent procéder à une vérification, et il leur est défendu de déplacer, même du consentement de l'officier public, les documents qui s'y trouvent déposés (2).

La communication ne doit pas avoir un caractère vexatoire pour l'officier ministériel. Elle ne peut être exigée les jours fériés, et, chaque autre jour, les séances des préposés dans l'étude ne peuvent excéder une durée de 4 heures (art. 54, L. frim.). La demande de communica-

(1) D. Rép. V^o Enr. n^o 5329. Notes.

(2) Art. 139 des ordres généraux de Régie.

tion peut, d'ailleurs, être formulée tant que l'étude est ouverte au public (1).

Comment s'exécute le droit de communication? — Les agents de l'enregistrement n'ont pas à motiver leur demande et le notaire ne serait pas admis à en contester l'utilité ; mais les préposés n'ont pas qualité pour effectuer eux-mêmes des recherches dans les archives de l'étude : ils doivent se borner à indiquer les actes ou documents qu'ils désirent consulter, et c'est au notaire ou à ses clercs qu'il appartient de donner satisfaction à cette demande, en remettant à l'agent de l'Administration les pièces demandées (2).

Bien que les articles 52 et 54 de la loi de frimaire prescrivent aux notaires de représenter à toute réquisition leurs répertoires, et les actes dont ils sont dépositaires, il est évident que cette règle comporte des exceptions, justifiées par le caractère confidentiel des attributions du notaire. Le droit de communication s'applique sans aucun doute aux répertoires, aux minutes, et même aux actes imparfaits (3). Mais, sont exceptés de la communication : 1° les testaments et les donations éventuelles entre époux, du vivant du testateur ou du donateur. La communication ne serait due à l'agent de l'enregistrement que si celui-ci justifiait du décès de l'auteur de l'acte, par la production

(1) Autun, 10 juillet 1838, J. E. 12.102.

(2) Cass. Req. 4 mai 1885, D. 85. 1. 324 ; J. E. 22.458.

(3) Cass. 5 novembre 1866, S. 66. 1. 449, D. 66, 1. 433.

d'un extrait des registres de l'état civil, ou de la notice de décès fournie en exécution de l'article 55 de la loi de maire.

2° Les registres de comptabilité notariale dont la tenue est prescrite par le décret du 30 janvier 1890.

3° Des dépôts de papiers confidentiels et privés reçus par les notaires (2).

Mais l'étendue du droit de communication présente des difficultés fort délicates relativement aux actes sous seings privés trouvés chez un notaire, et qui n'ont été l'objet, ni de la rédaction d'un acte de dépôt, ni d'une mention d'annexe. Le caractère du dépôt sera le plus souvent indécis; il ne pourra être précisé que par les notes dont chaque pièce peut être accompagnée. Il n'est pas possible de poser ici une règle absolue; les tribunaux seront juges des prétentions de l'Administration sur ce point. Dans la pratique, si la Régie a réclamé quelquefois les droits et pénalités sur des actes translatifs de propriété non enregistrés, (2) elle a coutume d'user de tolérance, toutes les fois qu'elle n'est pas en présence d'un acte translatif, ou qu'il n'y a pas de dépôt public caractérisé. (3)

Enfin, en cas de décès ou de disparition du notaire, l'Administration est incontestablement autorisée à assister

(1) Sol. 26 mars 1860, R. P. 1948, 40.

(2) Cass. 11 mai 1825, Inst. 1173, par. 9.

(3) Maguéro, V^o Communication, n^{os} 29 et 36; Sol. 6 avril 1892, R. E. 856

à l'inventaire ou aux perquisitions judiciaires et elle est fondée à requérir la communication des documents découverts dans l'étude (1). Si, au cours de l'inventaire, des difficultés se produisent sur le droit de communication, elles sont jugées par voie de référé par le Président du Tribunal civil du lieu de l'apposition des scellés.

Le refus de communication ou toute réponse équivalente est constaté par un procès-verbal dressé en présence du maire ou de l'adjoint de la commune de la résidence du notaire ; il suffit, d'ailleurs, que l'assistance de ces fonctionnaires ait été dûment requise. (2) Ces fonctionnaires peuvent se faire valablement suppléer par le commissaire de police. Ce procès-verbal fait foi jusqu'à preuve contraire, et le refus de communication donne lieu à une amende de 12 fr. 50 (art. 52 et 54, L. frimaire et 10, L. 1824), dont le recouvrement est poursuivi par voie de contrainte.

(1) Cass. 11 avril 1854, D. 54. 4. 192 ; J. E. 15.824.

(2) Rennes, 10 décembre 1844, J. E. 13.641.

Vu :

Le Doyen,

L. LYON-CAEN.

Vu :

Le Président de la Thèse,

ANDRÉ WEISS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION, p :	1
CHAPITRE PREMIER	
Obligation, pour les notaires, de faire enregistrer leurs actes dans des bureaux déterminés.....	11
CHAPITRE II	
Des délais pour l'enregistrement des actes notariés.....	25
CHAPITRE III	
Des peines pour retard ou défaut d'enregistrement.....	35
CHAPITRE IV	
Du paiement des droits.....	47
CHAPITRE V	
Obligations des notaires relativement aux actes passés en conséquence d'un autre acte.....	67
CHAPITRE VI	
Obligation des notaires en matière de timbre.....	93
CHAPITRE VII	
Obligation, pour les notaires, de tenir un répertoire.....	122
CHAPITRE VIII	
Du droit de communication exercé chez les notaires par les agents de l'enregistrement.....	137

